



*the smarter alternative™*  
**GLOBAL GRAPHICS®**

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Contacts : Alain Pronost, directeur financier groupe  
Tél. : + 33 (0)6 62 60 56 51  
Jill Taylor, responsable de la communication  
Tél. : + 44 (0)1954 283 074

### **GLOBAL GRAPHICS ANNONCE SES RESULTATS POUR LE QUATRIEME TRIMESTRE ET L'EXERCICE 2010**

**Pompey (France), le 9 février 2011** - GLOBAL GRAPHICS SA (NYSE-Euronext : GLOG), groupe à l'expertise reconnue dans le développement de solutions performantes pour la gestion de documents électroniques et l'impression numérique, a annoncé ses résultats pour le quatrième trimestre 2010 et l'exercice clos le 31 décembre 2010.

La comparaison des chiffres-clés du quatrième trimestre 2010 avec ceux du quatrième trimestre 2009 met en exergue les éléments suivants :

- un chiffre d'affaires consolidé de 2,8 millions d'euros ce trimestre (2,6 millions d'euros à taux de change constants), contre 2,2 millions d'euros au quatrième trimestre 2009,
- un bénéfice opérationnel de 0,3 million d'euros ce trimestre, contre une perte opérationnelle de 0,5 million d'euros au quatrième trimestre 2009,
- un bénéfice opérationnel retraité de 0,5 million d'euros ce trimestre, contre une perte opérationnelle retraitée de 0,3 million d'euros au quatrième trimestre 2009,
- un résultat avant impôt retraité positif de 0,6 million d'euros ce trimestre (soit un bénéfice avant impôt retraité de € 0,05 par action), à comparer au résultat avant impôt retraité négatif de 0,3 million d'euros enregistré au quatrième trimestre 2009 (soit une perte avant impôt retraitée de € 0,03 par action),
- un bénéfice net de 0,1 million d'euros ce trimestre (soit un bénéfice net de € 0,01 par action), à comparer à une perte nette de 0,1 million d'euros au quatrième trimestre 2009 (soit une perte nette de € 0,01 par action),
- un bénéfice net retraité de 0,2 million d'euros ce trimestre (soit un bénéfice net retraité de € 0,02 par action), à comparer à un léger bénéfice net retraité au quatrième trimestre 2009 (soit un bénéfice net retraité de € 0,00 par action),
- un cash flow positif de 0,9 million d'euros ce trimestre, comparé à un cash flow négatif de 0,1 million d'euros au quatrième trimestre 2009.

Gary Fry, directeur général du groupe Global Graphics, a commenté ces chiffres comme suit : "je suis particulièrement content de nos résultats au quatrième trimestre 2010, période qui s'est avérée tout à fait intéressante dans tous nos segments de marché, et durant laquelle nous avons tiré parti d'une base de coûts désormais réduite et d'un niveau de ventes satisfaisant."

“Dans le marché de l'impression commerciale (commercial printing), HP continue à être un partenaire de premier plan. Désormais, parallèlement à notre relation avec HP Indigo, nous fournissons également des solutions logicielles pour piloter la nouvelle gamme de presses jet d'encre couleur qui a été récemment lancée par HP. Cette gamme de presses, qui peut imprimer jusqu'à 182 mètres par minute, est pilotée par l'interface numérique développée par HP articulée autour de notre RIP Harlequin. Nous sommes vraiment satisfaits d'avoir réalisé ce développement et pensons que cela va nous permettre de continuer à faire croître de manière significative le chiffre d'affaires réalisé dans ce segment de marché.”

“Dans le marché de l'impression professionnelle (office printing), nous avons travaillé très dur dans le cadre de notre partenariat avec Intel pour développer une façon totalement nouvelle d'imprimer des documents aux formats Microsoft Office ou PDF depuis n'importe quel appareil, fixe ou mobile, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une infrastructure de type cloud ou de télécharger un pilote d'impression. Nous avons développé un prototype qui nous permet de démontrer que notre solution permet d'imprimer de manière rapide, et avec une qualité d'impression exceptionnelle. Alors que de plus en plus de personnes au bureau utilisent un nombre croissant d'outils différents pour accéder à l'information, notamment des smartphones ou des tablettes, il est clair que la demande de pouvoir réaliser une impression de qualité de documents lorsque l'on est hors de son bureau ne peut qu'aller croissante. La technologie que nous avons développée avec Intel permettra aux gens d'imprimer de manière plus simple à l'avenir.”

“Pour ce qui touche aux applications gDoc, en phase avec la stratégie poursuivie pour ce marché, nous avons cherché à développer de nouvelles opportunités de commercialisation sous marque blanche ('white label') ou par des grands comptes. Au quatrième trimestre 2010, nous avons signé notre premier contrat avec un client grand compte au Japon dans le domaine des applications gDoc, au titre duquel nous avons enregistré un chiffre d'affaires significatif au titre de cette période. Nous travaillons étroitement avec nombre de partenaires de premier plan à travers le monde dans le cadre de divers projets sous marque blanche, dont nous nous attendons à ce qu'ils nous permettent de faire croître de manière importante le chiffre d'affaires réalisé dans ce segment de marché.”

### **Résultats du quatrième trimestre 2010**

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 2,8 millions d'euros ce trimestre, contre 2,2 millions d'euros au quatrième trimestre 2009, soit une hausse de 27,8% à taux de change courants, et de 17,0% à taux de change constants.

Les charges d'exploitation (nettes des autres produits d'exploitation se montant à 0,1 million d'euros) se sont élevées à 2,4 millions d'euros ce trimestre, contre 2,6 millions d'euros au quatrième trimestre 2009.

Le Groupe a dégagé un bénéfice opérationnel de 0,3 million d'euros ce trimestre (soit un bénéfice équivalent à 11,9% des ventes réalisées ce trimestre), contre une perte opérationnelle de 0,5 million d'euros au quatrième trimestre 2009, équivalente à -21,1% des ventes réalisées au cours de cette période.

Le Groupe a dégagé un résultat opérationnel retraité (ou EBITA, tel que défini dans un tableau ci-après) positif de 0,5 million d'euros ce trimestre, soit un bénéfice opérationnel retraité équivalent à 17,6% des ventes réalisées ce trimestre, contre une perte opérationnelle retraitée de 0,3 million d'euros au quatrième trimestre 2009, équivalente à -14,8% des ventes réalisées au cours de cette période.

Le Groupe a dégagé un résultat avant impôt retraité, tel que défini dans un tableau ci-après, positif de 0,6 million d'euros ce trimestre, contre un résultat avant impôt retraité négatif de 0,3 million d'euros au quatrième trimestre 2009, conduisant le Groupe à enregistrer un bénéfice avant impôt retraité de € 0,05 par action ce trimestre, contre une perte avant impôt retraitée égale à € 0,03 par action au quatrième trimestre 2009.

Le Groupe a dégagé un bénéfice net de 0,1 million d'euros ce trimestre (soit un bénéfice net de € 0,01 par action), à comparer à une perte nette de 0,1 million d'euros au quatrième trimestre 2009 (soit une perte nette égale à € 0,01 par action).

Le Groupe a dégagé un bénéfice net retraité, tel que défini dans un tableau ci-après, de 0,2 million d'euros ce trimestre (soit un bénéfice net retraité de € 0,02 par action), à comparer à une légère perte nette retraitée au quatrième trimestre 2009 (soit une perte nette retraitée égale à € 0,00 par action).

### **Résultats de l'exercice 2010**

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 9,6 millions d'euros en 2010 (9,1 millions d'euros à taux de change constants), contre 9,4 millions d'euros en 2009, soit une hausse de 2,6% à taux de change courants, mais un repli de 3,1% à taux de change constants.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment Print s'est élevé à 7,9 millions d'euros en 2010, contre 7,6 millions d'euros en 2009, soit une hausse de 4,1% à taux de change courants, mais un repli de 0,9% à taux de change constants.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment eDoc s'est élevé à 1,7 millions d'euros en 2010, contre 1,8 millions d'euros en 2009, soit un repli de 3,7% à taux de change courants, et de 12,3% à taux de change constants.

Les charges d'exploitation (nettes des autres produits d'exploitation se montant à 0,1 million d'euros) se sont élevées à 11,1 millions d'euros en 2010, contre 10,4 millions d'euros en 2009.

Le Groupe a dégagé une perte opérationnelle de 1,9 millions d'euros en 2010 (soit une perte équivalente à 19,9% des ventes réalisées en 2010), contre une perte opérationnelle de 1,3 millions d'euros en 2009, qui était équivalente à 14,3% des ventes réalisées au cours de cet exercice.

Le Groupe a dégagé un résultat d'exploitation retraité, ou EBITA, tel que défini dans un tableau ci-après, négatif de 1,2 millions d'euros en 2010, contre un résultat d'exploitation retraité négatif de 1,5 millions d'euros en 2009. Par suite, la marge opérationnelle retraitée de l'exercice 2010 est négative, et équivalente à 12,4% des ventes réalisées au cours de cet exercice, contre une marge également négative en 2009, laquelle était équivalente à 16,4% des ventes réalisées au cours de cet exercice.

Le Groupe a dégagé un résultat avant impôt retraité, tel que défini dans un tableau ci-après, négatif de 1,4 millions d'euros en 2010 (soit une perte avant impôt retraitée égale à € 0,14 par action), contre un résultat avant impôt retraité négatif de 1,6 millions d'euros en 2009 (soit une perte avant impôt retraitée égale à € 0,16 par action).

Le Groupe a dégagé une perte nette de 2,6 millions d'euros en 2010 (soit une perte de € 0,26 par action), contre une perte nette de 1,6 millions d'euros en 2009 (soit une perte nette de € 0,16 par action).

Le Groupe a dégagé une perte nette retraitée de 2,0 millions d'euros en 2010 (soit une perte nette retraitée de € 0,19 par action), contre une perte nette retraitée de 1,7 millions d'euros en 2008 (soit une perte nette retraitée de € 0,17 par action).

### **Trésorerie disponible**

Le groupe Global Graphics disposait d'une trésorerie disponible de 1,9 millions d'euros au 31 décembre 2010, contre 1,1 millions d'euros au 30 juin 2010, et 3,1 millions d'euros au 31 décembre 2009.

En 2010, le Groupe a utilisé 0,4 million d'euros pour satisfaire ses besoins d'exploitation, et 1,1 millions d'euros pour financer ses investissements, tant en immobilisations corporelles que résultant de l'activation des frais de développement.

La trésorerie s'est améliorée au second semestre 2010 d'environ 0,9 million d'euros, cette amélioration étant presque exclusivement imputable au quatrième trimestre 2010.

### **Commentaires additionnels**

Monsieur Gary Fry a poursuivi comme suit : "le premier semestre 2010 a été une période particulièrement difficile pour Global Graphics. Pour autant, dans un contexte opérationnel difficile, nous avons néanmoins réussi à mener à bien la réorganisation des activités du Groupe et à nous doter des compétences et des ressources-clés qui nous faisaient défaut jusque-là. Nous avons également musclé notre portefeuille de technologies en parfaite application de notre stratégie visant à proposer des solutions articulées d'une technologie commune dans nos trois segments de marché, où nous avons ciblé de nouveaux clients et identifié des opportunités de croissance."

"Le second semestre de l'exercice 2010, et particulièrement le quatrième trimestre, a été une période durant laquelle nous avons été performants, ainsi que le prouve la croissance des ventes réalisées au second semestre 2010, de 28,5% par rapport aux six premiers mois de 2010, et de 34,4% par rapport au second semestre 2009, le retour aux bénéfices, et l'amélioration de la situation de trésorerie consolidée. Tout ceci a été rendu possible par le travail et l'implication de nos salariés et le soutien continu de nos clients et partenaires."

### **Conférence téléphonique sur les résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2010**

Global Graphics organise aujourd'hui à 10 heures une conférence téléphonique sur les résultats du quatrième trimestre 2010 et de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les personnes voulant y prendre part doivent composer le +44(0) 207 162 0025 et indiquer "Global Graphics quarterly results conference call" à l'opératrice.

Il sera possible de réécouter cette conférence au cours des sept jours ouvrés à venir en composant le +44 (0)207 031 4064 (ou, uniquement depuis le Royaume Uni, le numéro vert 0800 358 1867), puis le code d'accès 887408.

### **Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux et consolidés 2010**

Les états financiers consolidés résumés ainsi que les notes explicatives annexes ont été arrêtés par le conseil d'administration de Global Graphics SA le 8 février 2011. Ayant fait l'objet d'un audit par les commissaires aux comptes de la Société, ces états financiers consolidés résumés sont définitifs.

Les commissaires aux comptes de la Société n'ont en revanche pas achevé toutes les diligences qu'ils estiment nécessaire de réaliser, notamment celles relatives aux comptes sociaux et celles portant sur la rédaction définitive de l'ensemble des notes annexes aux états financiers consolidés complets de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Comme pour les exercices précédents, les rapports des commissaires aux comptes de la Société feront partie du rapport financier annuel du Groupe pour l'exercice 2010.

## **Annonce des résultats du premier trimestre 2011**

Global Graphics prévoit d'annoncer les résultats consolidés du premier trimestre 2011 le mercredi 27 avril 2011 avant l'ouverture du marché.

### **Assemblée générale des actionnaires**

L'assemblée générale est prévue courant juin 2011 à Bruxelles, en Belgique.

L'heure précise de réunion, l'ordre du jour définitif, le texte des résolutions soumises au vote des actionnaires ainsi que les modalités de vote seront annoncés au plus tard 35 jours avant la date de cette assemblée en application des dispositions applicables du Code de commerce.

### **A propos de Global Graphics**

Global Graphics ([www.globalgraphics.com](http://www.globalgraphics.com)) est un groupe leader dans le développement et la commercialisation de solutions logicielles répondant aux besoins des grands comptes des secteurs de l'impression numérique de la gestion de documents électroniques. Le Groupe compte parmi ses clients les plus grands fabricants mondiaux de systèmes pré-presses numériques, d'imprimantes couleur grand format, de copieurs et d'imprimantes multifonctions, ainsi qu'une grande variété de sociétés leaders dans le domaine de la gestion de documents.

### ***Précisions sur les affirmations à caractère prévisionnel (forward-looking statements)***

*Ce communiqué de presse contient, en plus d'informations historiques, des affirmations à caractère prévisionnel qui sont fondées sur des hypothèses, qui impliquent la prise en compte de certains risques ainsi que d'incertitudes. Ces affirmations à caractère prévisionnel englobent aussi bien des affirmations relatives à la croissance et aux projets d'expansion du Groupe que des affirmations sur des résultats prévus pour des périodes futures. De telles affirmations sont basées sur les prévisions actuelles de la direction du Groupe et sont sujettes à un certain nombre d'aléas quant à leur réalisation, qui, s'ils devaient se concrétiser, pourraient conduire à ce que les résultats réels s'avèrent être significativement différents de ceux énoncés dans les présentes affirmations à caractère prévisionnel.*

*Bien que la direction du Groupe estime que les prévisions reflétées dans lesdites affirmations sont raisonnables compte tenu des informations à sa disposition, elle ne peut garantir à quiconque que ces prévisions s'avéreront finalement exactes. En conséquence, aucun tiers ne devrait accorder une importance exagérée et hors de propos à ces affirmations.*

*En toute hypothèse, ces affirmations à caractère prévisionnel n'ont de valeur qu'à la date du présent communiqué de presse. Le Groupe n'a d'obligation, ni de revoir, ni d'amender ces affirmations sur la base d'informations postérieures à la date de publication du présent communiqué de presse, du fait d'informations nouvelles, ou de survenance d'événements non prévus à la présente date.*

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE RESUME

Exprimé en milliers d'euros, hormis les résultats par action exprimés en euros

	Quatrième trimestre 2010 Chiffres ni audités ni revus	Quatrième trimestre 2009 Chiffres ni audités ni revus	Exercice 2010 Chiffres non audités	Exercice 2009
Chiffre d'affaires consolidé	2 828	2 213	9 608	9 362
Coût des ventes	(103)	(106)	(431)	(313)
MARGE BRUTE	2 725	2 107	9 177	9 049
Charges commerciales et générales	(1 074)	(1 251)	(5 349)	(5 386)
Charges de recherche-développement	(1 085)	(1 322)	(5 107)	(5 006)
Autres charges opérationnelles	(298)	0	(779)	0
Autres produits opérationnels	68	0	143	0
RESULTAT OPERATIONNEL	336	(466)	(1 915)	(1 343)
Produits d'intérêts (note 7)	2	3	12	16
Charges d'intérêts (note 7)	0	0	0	0
Gains nets (pertes nettes) de change	50	28	(203)	(94)
RESULTAT AVANT IMPOT	388	(435)	(2 106)	(1 421)
Produit (charge) d'impôt (note 8)	(307)	297	(491)	(185)
RESULTAT NET	81	(138)	(2 597)	(1 606)
RESULTATS PAR ACTION (note 9)				
Résultat par action	0,01	(0,01)	(0,26)	(0,16)
Résultat dilué par action	0,01	(0,01)	(0,26)	(0,16)

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés établis au titre du quatrième trimestre 2010 et de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les chiffres afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sont extraits des états financiers consolidés pour ce même exercice, qui ont été audités.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS  
 ETAT RESUME DU RESULTAT GLOBAL  
 Exprimé en milliers d'euros

	Quatrième trimestre 2010 Chiffres ni audités ni revus	Quatrième trimestre 2009 Chiffres ni audités ni revus	Exercice 2010 Chiffres non audités	Exercice 2009
Résultat net de la période	81	(138)	(2 597)	(1 606)
Ecartés nés de la conversion des comptes des filiales étrangères	101	245	893	1 101
Total des autres éléments (nets d'impôt) du résultat global	101	245	893	1 101
Résultat global total de la période	182	107	(1 704)	(505)

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés établis au titre du quatrième trimestre 2010 et de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les chiffres afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sont extraits des états financiers consolidés pour ce même exercice, qui ont été audités.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS  
 ETAT RESUME DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE  
 Exprimé en milliers d'euros

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
	Chiffres non audités	
ACTIFS		
ACTIFS NON COURANTS		
Immobilisations corporelles	504	560
Immobilisations incorporelles	5 005	4 754
Ecart d'acquisition	6 673	6 351
Actifs financiers	107	130
Actifs nets d'impôt différé	51	807
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	12 340	12 602
ACTIFS COURANTS		
Stocks et en-cours	38	45
Créances clients	1 906	2 242
Créances d'impôt courant	37	26
Autres créances	59	114
Charges constatées d'avance	471	579
Disponibilités	1 869	3 144
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	4 380	6 150
TOTAL DES ACTIFS	16 720	18 752
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES ET PASSIFS		
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES		
Capital (note 10a)	4 116	4 116
Primes d'émission (note 10b)	28 776	28 829
Réserve liée aux paiements fondés sur des actions	2 982	2 853
Réserve liée aux rachats d'actions propres (note 11)	(1 204)	(1 246)
Réserves consolidées	(8 639)	(6 042)
Ecart de conversion	(11 251)	(12 144)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	14 780	16 366
PASSIFS		
PASSIFS NON COURANTS		
Provisions (note 5)	34	0
Autres passifs non courants	2	2
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	36	2
PASSIFS COURANTS		
Provisions (note 5)	150	0
Dettes fournisseurs	292	337
Dettes d'impôt courant	0	14
Autres dettes	892	679
Avances reçues et produits constatés d'avance	570	1 354
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	1 904	2 384
TOTAL DES PASSIFS	1 940	2 386
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES ET DES PASSIFS	16 720	18 752

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés établis au titre du quatrième trimestre 2010 et de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les chiffres afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sont extraits des états financiers consolidés pour ce même exercice, qui ont été audités.



GROUPE GLOBAL GRAPHICS

TABLEAU RESUME DES FLUX DE TRESORERIE

Exprimé en milliers d'euros

	Exercice 2010	Exercice 2009
	Chiffres non audités	
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES		
Résultat avant impôt	(2 106)	(1 421)
Elimination des charges et produits liés aux activités opérationnelles sans incidence sur la trésorerie :		
- Amort. des immobilisations corporelles	228	264
- Amort. des autres immobilisations incorporelles	948	810
- Coût des paiements fondés sur des actions (note 4d)	129	102
- Gain net des cessions d'actifs non courants (note 6)	(75)	0
- Charges (produits) d'intérêts (note 7)	(12)	(16)
- Ecart de change comptabilisés en résultat (note 7)	203	94
Charges imputées sur les primes d'émission (note 10b)	(11)	(1)
Ecart de change non comptabilisés en résultat	(90)	(38)
Autres éléments	13	39
Variation des créances et dettes :		
- Stocks et en-cours	7	9
- Créances clients	336	709
- Créances d'impôt courant	(11)	(19)
- Autres créances	55	40
- Charges constatées d'avance	108	(71)
- Provisions	184	0
- Dettes fournisseurs	(45)	(134)
- Dettes d'impôt courant	(14)	8
- Autres dettes	213	(183)
- Avances reçues et produits constatés d'avance	(784)	(265)
Montant reçu dans la période au titre des intérêts	13	15
Montant versé dans la période au titre des intérêts	0	0
Montant reçu (versé) dans la période au titre des impôts	332	(47)
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	(379)	(105)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(229)	(123)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(58)	(46)
Frais de développement portés à l'actif (note 4b)	(905)	(1 208)
Produit de la cession d'actifs incorporel (note 6)	55	0
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(1 137)	(1 377)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Rachats d'actions propres (note 11)	0	0
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	0	0
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE SUR LA PERIODE	(1 516)	(1 482)
TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 1ER JANVIER	3 144	4 482
EFFET DES VARIATIONS DE TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 1ER JANVIER	241	144
TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 31 DECEMBRE	1 869	3 144

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés établis au titre du quatrième trimestre 2010 et de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les chiffres afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sont extraits des états financiers consolidés pour ce même exercice, qui ont été audités.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS  
ETAT RESUME DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Exprimé en milliers d'euros	Exercice 2010 Chiffres non audités	Exercice 2009
Capitaux propres consolidés au 1er janvier	16 366	16 770
Résultat global total de la période intermédiaire	(1 704)	(505)
Effet des plans fondés sur des actions au cours de la période :		
- Coûts des paiements fondés sur des actions (note 4d)	129	102
- Frais imputés sur le compte Primes d'émission (note 10b)	(53)	(1)
Effet total des plans fondés sur des actions au cours de la période	76	101
Transactions relatives aux actions propres auto-détenues		
- Rachats d'actions propres (note 11a)	0	0
- Attribution gratuite d'actions auto-détenues (note 11b)	42	0
Total des transactions relatives aux actions propres	42	0
Capitaux propres consolidés au 31 décembre	14 780	16 366

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés établis au titre du quatrième trimestre 2010 et de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les chiffres afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sont extraits des états financiers consolidés pour ce même exercice, qui ont été audités.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS  
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES  
DU QUATRIEME TRIMESTRE 2010 ET DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2010

NOTE 1 : ENTITE PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

Les présents états financiers consolidés résumés du quatrième trimestre 2010 et de l'exercice clos le 31 décembre 2010 comprennent Global Graphics SA, société de droit français (ci-après la "Société"), et ses filiales, l'ensemble étant désigné comme le "Groupe".

Ces états financiers consolidés résumés ont été arrêtés par le conseil d'administration de la Société le 8 février 2011.

NOTE 2 : MODALITES DE PREPARATION DE CES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

(a) Attestation de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés ont été préparés selon les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et aux interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board (IASB), tels qu'adoptés par l'Union européenne.

Dans la mesure où elles ont été rédigées dans la perspective de leur inclusion dans le communiqué de presse afférent aux résultats trimestriels du Groupe, les notes annexes aux présents états financiers consolidés résumés ne comportent pas l'ensemble des informations dont la communication est obligatoire en fin d'exercice : il est donc nécessaire d'analyser le contenu de ces notes en effectuant concomitamment une revue du contenu des notes de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

(b) Modalités d'évaluation utilisées

Les présents états financiers consolidés résumés ont été préparés selon la règle du coût historique. Les instruments dérivés ont été réévalués à leur juste valeur, la variation correspondante étant comptabilisée en résultat.

Les actifs immobilisés sont indiqués pour leur valeur nette comptable ou, si elle est inférieure, à leur juste valeur minorée des éventuels coûts de cession de ces actifs.

Les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur lors de l'établissement des présents états financiers consolidés résumés sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, telles qu'indiquées en note 4 de l'annexe aux états financiers consolidés de ce même exercice.

(c) Devises de fonctionnement et de présentation

Les présents états financiers consolidés résumés sont présentés en euros, qui est également la devise de fonctionnement de la Société, l'arrondi se faisant au millier le plus proche.

(d) Continuité d'exploitation

Au 31 décembre 2010, le Groupe n'a pas de dettes financières et dispose d'une trésorerie de 1 869 (3 144 au 31 décembre 2009 et 1 070 au 30 juin 2010).

A la date d'arrêté des présents états financiers consolidés résumés, en dépit du montant significatif de trésorerie utilisé par le Groupe au cours de l'exercice 2010 (et notamment au cours du premier semestre 2010), et après avoir revu les prévisions de trésorerie préparées par la direction du Groupe au titre de l'exercice 2011, le conseil d'administration de la Société considère qu'il

n'existe pas d'incertitudes significatives susceptibles de l'amener à penser que la continuité du Groupe puisse être compromise, en raison notamment de la baisse du niveau des charges opérationnelles consécutif à la mise en œuvre du plan de restructuration du Groupe en avril 2010, et de l'amélioration prévue des ventes sur l'horizon de prévision.

#### NOTE 3 : METHODES ET REGLES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers consolidés résumés sont identiques à celles retenues pour la préparation des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, telles qu'indiquées à la note 3 de l'annexe aux états financiers consolidés de ce même exercice.

#### NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES

La préparation des états financiers consolidés selon les normes comptables internationales oblige la direction du Groupe à faire certaines estimations comptables qui peuvent avoir un impact significatif sur les comptes consolidés.

Elle requiert également de la part de la direction du Groupe un discernement dans la mise en œuvre des règles et méthodes comptables retenues par le Groupe, et de recourir à des estimations et des hypothèses pour la détermination de certains montants indiqués tant à l'actif qu'au passif de l'état de situation financière consolidée, ainsi qu'en produits ou en charges au compte de résultat consolidé.

Ces estimations et hypothèses sont basées sur des données historiques et divers facteurs jugés pertinents lors de la prise de décision : elles vont servir de bases à l'évaluation des postes d'actif et de passif dont le montant ne peut être obtenu directement d'une autre manière. Il est tout à fait possible que les résultats réels futurs divergent de ceux estimés.

Ces estimations et les hypothèses qui les sous-tendent font l'objet d'une revue régulière par la direction du Groupe. Toute révision des estimations comptables affecte le résultat de la période dans laquelle cette révision intervient si cette révision n'affecte que cette seule période, mais également les périodes futures si cela s'avère nécessaire.

Les principales estimations faites par la direction du Groupe dans l'application des normes comptables internationales qui ont un effet significatif sur les états financiers consolidés résumés du quatrième trimestre 2010 et de l'exercice clos le 31 décembre 2010, de même que les hypothèses et les estimations comptables susceptibles d'entraîner un ajustement significatif des comptes consolidés au cours de l'exercice à venir, sont indiquées ci-après.

##### (a) Perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels

###### (i) Ecart d'acquisition et autres actifs incorporels à durée de vie infinie

Le Groupe est dans l'obligation de réaliser au moins un fois l'an des tests permettant de déterminer s'il y a lieu de constater une éventuelle perte de valeur des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie infinie selon la méthode indiquée à la note 3g de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

La totalité des écarts d'acquisition a été allouée au segment opérationnel Print, les segments opérationnels Print et eDoc ayant été identifiés par la direction du Groupe comme les plus petits groupes d'actifs qui génèrent des entrées de trésorerie, largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs ('unité génératrice de trésorerie').

La valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie Print a été déterminée en fonction de sa valeur d'utilité. Cette valeur d'utilité est basée sur des prévisions de flux futurs de trésorerie après impôt établies par référence au plan financier établi par la direction du Groupe pour les années 2011 à 2014, ainsi qu'à une extrapolation des flux futurs de trésorerie pour les trois années suivantes, en utilisant des hypothèses de croissance annuelle des ventes de 2,5% et des charges d'exploitation de 2,1% sur ces trois années. Un taux d'actualisation de 11,7% a été retenu pour actualiser les flux futurs de trésorerie attendus, que la direction du Groupe estime refléter les risques spécifiques au segment opérationnel Print.

Au terme de cette revue, aucune charge n'a été comptabilisée au titre d'une perte de valeur des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie infinie au terme et au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

(ii) Actifs incorporels donnant lieu à amortissement

Les actifs incorporels qui donnent lieu à amortissement (lesquels comprennent notamment les frais de développement de programmes informatiques portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée en application d'IAS 38, Actifs Incorporels) font l'objet de tests de dépréciation dès qu'il existe une indication ou un changement d'estimation comptable pouvant laisser penser que ces actifs ont subi une perte de valeur.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel Print

Les actifs incorporels comptabilisés au titre segment opérationnel Print (cf. note 12f ci-après) ont pour origine les frais exposés au titre de deux projets de développement (relatifs aux RIP Harlequin et Jaws), dont la direction du Groupe considère qu'ils remplissent les critères visés aux paragraphes 57 à 62 d'IAS 38 pour être portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée (cf. note 4b ci-après).

En l'absence de tout changement significatif au cours de l'exercice 2010 dans les hypothèses utilisées au 31 décembre 2009 pour mener les tests permettant de déterminer la nécessité ou non de déprécier ces actifs incorporels, et l'absence de toute dépréciation constatée au titre de ces actifs incorporels à cette dernière date, la direction du Groupe a estimé qu'aucune dépréciation des actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel Print ne devait être constatée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc

Les actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc (cf. note 12f ci-après) ont pour origine les frais exposés au titre de deux projets de développement (EDL et applications gDoc), dont la direction du Groupe estime qu'ils remplissent les critères visés aux paragraphes 57 à 62 d'IAS 38 pour être portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée (cf. note 4b ci-après).

Au 31 décembre 2010, compte tenu de ventes réalisées dans ce segment au titre de l'exercice 2010 inférieures à ses attentes, la direction du Groupe a estimé nécessaire de mener des tests détaillés de dépréciation pour déterminer s'il était ou non nécessaire de constater une dépréciation au titre de l'un ou l'autre des ces actifs incorporels au titre de l'exercice 2010. Pour mener ces tests à bien, la direction du Groupe a utilisé des prévisions de flux de trésorerie futurs, basées sur des prévisions de ventes attendues sur la durée résiduelle d'amortissement des actifs incorporels considérés, lesquelles comprenaient, dans le cas des applications gDoc, des hypothèses de croissance significative des ventes de ces applications d'un exercice sur l'autre.

Au terme de cette revue, la direction du Groupe a estimé qu'aucune dépréciation des actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc ne devait être constatée au terme et au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

(b) Activation des frais de développement de programmes informatiques

Comme indiqué à la note 3f de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, les coûts engagés pour améliorer ou corriger des programmes informatiques existants sont passés en charges au titre de la période durant laquelle ils sont encourus.

Sont portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée les coûts de développement qui, tout à la fois, conduisent directement au développement de programmes facilement identifiables et ayant un caractère novateur sur lesquels le Groupe détient des droits de propriété, peuvent être mesurés de manière fiable, et vont probablement générer des bénéfices économiques futurs au-delà des douze mois à venir. Ces coûts incluent exclusivement les salaires et charges sociales afférentes aux équipes de développement travaillant sur le projet considéré.

Les frais de développement de programmes informatiques qui sont ainsi portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée sont amortis selon le mode linéaire, à compter de la date à laquelle le projet de développement en question est considéré achevé, sur leur durée de vie estimée, qui n'excède pas dix années, la charge correspondante étant enregistrée dans la rubrique Frais de recherche-développement du compte de résultat consolidé.

(i) Activation des frais de développement réalisée au 31 décembre 2010

Au 31 décembre 2010, la direction a considéré être en mesure d'apporter la preuve que les critères susvisés étaient remplis pour quatre projets de développement.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel Print

RIP Harlequin

Les frais de développement qui ont donné lieu à constatation du premier actif incorporel comptabilisé au titre du segment opérationnel Print correspondent aux améliorations apportées au RIP Harlequin, notamment pour sa version 9. Ils s'élevaient à une valeur, nette d'amortissements, de 2 969 au 31 décembre 2010, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de respectivement 180 au quatrième trimestre 2010, et 383 au titre de l'ensemble de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Dans la mesure où certains aspects de ce projet ont permis la livraison à divers clients de certains programmes d'interprétation de données depuis le début de l'exercice 2007, les coûts correspondants ont donné lieu à amortissement, déterminé selon un mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à 111 au quatrième trimestre 2010, et à 461 au titre de l'exercice 2010.

RIP Jaws

Les frais de développement qui ont donné lieu à constatation du second actif incorporel comptabilisé au titre du segment opérationnel Print correspondent aux améliorations apportées au RIP Jaws, dont la version 3.0 est en cours de développement. Ils s'élevaient à une valeur de 137 au 31 décembre 2010, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de respectivement 49 au quatrième trimestre 2010, et 138 au titre de l'exercice 2010. Dans la mesure où ce projet était en cours de développement au 31 décembre 2010, aucun amortissement n'a été comptabilisé au titre de ce projet de développement, tant au quatrième trimestre 2010, qu'au titre de l'exercice 2010.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc

Electronic Document Librairies (EDL)

Les frais de développement qui ont donné lieu à constatation du premier actif incorporel comptabilisé au titre du segment opérationnel eDoc s'élevaient à une valeur, nette d'amortissements, de 998 au 31 décembre 2010, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de respectivement 9 au quatrième trimestre 2010, et 65 au titre de l'exercice 2010.

Dans la mesure où certains aspects de ce projet ont permis la livraison de certains programmes dans le domaine de la gestion de documents électroniques depuis le début de l'exercice 2007, les coûts correspondants ont donné lieu à amortissement, déterminé selon le mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à 40 au quatrième trimestre 2010, et à 165 au titre de l'exercice 2010.

Applications gDoc

Les frais de développement qui ont donné lieu à constatation du second actif incorporel comptabilisé au titre du segment opérationnel eDoc s'élevaient à une valeur, nette d'amortissements, de 770 au 31 décembre 2010, suite à l'activation des frais de développement spécifiques à ce projet, à hauteur de respectivement 58 au quatrième trimestre 2010, et 319 au titre de l'exercice 2010.

Les frais de développement portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée et afférents à ce produit ont été amortis sur cinq ans, durée de vie estimée de ce produit, à compter de la date de lancement de gDoc Fusion, au mois de mai 2009 : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à 48 au quatrième trimestre 2010, et à 237 au titre de l'exercice 2010.

(ii) Activation des frais de développement réalisée au 31 décembre 2009

Au 31 décembre 2009, la direction a considéré être en mesure d'apporter la preuve que les critères susvisés étaient remplis pour trois projets de développement.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel Print

Les frais de développement qui ont donné lieu à constatation de l'actif incorporel comptabilisé au titre du segment opérationnel Print correspondent aux améliorations apportées au RIP Harlequin. Ils s'élevaient à une valeur, nette des amortissements, de 2 901 au 31 décembre 2009, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de respectivement 61 au quatrième trimestre 2009, et 354 au titre de l'exercice 2009.

Dans la mesure où certains aspects de ce projet ont permis la livraison à divers clients de certains programmes d'interprétation de données depuis le début de l'exercice 2007, les coûts correspondants ont donné lieu à amortissement, selon le mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à 119 au quatrième trimestre 2009, et à 485 au titre de l'exercice 2009.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc

Electronic Document Librairies (EDL)

Les frais de développement qui ont donné lieu à constatation du premier actif incorporel comptabilisé au titre du segment opérationnel eDoc s'élevaient à une valeur, nette des amortissements, de 1 045 au 31 décembre 2009, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de respectivement 35 au quatrième trimestre 2009, et 228 au titre de l'exercice 2009.

Dans la mesure où certains aspects de ce projet ont permis la livraison de certains programmes de gestion de documents électroniques depuis le début de l'exercice 2007, les coûts correspondants ont donné lieu à amortissement, déterminé selon le mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à 41 au quatrième trimestre 2009 et à 167 au titre de l'exercice 2009.

#### Applications gDoc

Les frais de développement qui ont donné lieu à constatation du second actif incorporel comptabilisé au titre du segment opérationnel eDoc s'élevaient à une valeur de 651 au 31 décembre 2009, suite à l'activation des frais de développement spécifiques à ce projet pour respectivement 143 au quatrième trimestre 2009, et 626 au titre de l'exercice 2009.

Dans la mesure où gDoc Fusion a été lancé le 18 mai 2009, les frais de développement portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée afférents à ce projet ont été amortis à compter de cette date sur une durée de cinq années, durée de vie estimée de cet actif incorporel : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève par suite à 69 au quatrième trimestre 2009, et à 92 au titre de l'exercice 2009.

#### (c) Impôts

##### (i) Impôts sur les bénéfices

Le Groupe doit s'acquitter d'impôts sur les bénéfices réalisés en France et dans tous les pays où il a des filiales (notamment au Royaume-Uni et aux Etats-Unis). Une part importante de jugement est nécessaire pour déterminer le montant de l'impôt à payer dans la mesure où il existe un certain nombre de transactions ou de calculs pour lesquels l'effet fiscal n'est pas facile à déterminer.

##### (ii) Impôts différés

Le Groupe comptabilise des actifs d'impôt différé, nets des passifs d'impôt différé le cas échéant, selon la méthode indiquée à la note 3q de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Pour déterminer s'il est ou non probable qu'un actif d'impôt différé reconnu dans un pays donné puisse être imputé sur des bénéfices fiscaux futurs attendus dans ce même pays, le Groupe estime les bénéfices fiscaux attendus sur un horizon d'une durée jugée raisonnable (actuellement fixé à 4 années), en se basant sur les hypothèses de croissance et de profit que la direction du Groupe estime les plus pertinentes.

Si ces hypothèses devaient être revues à la baisse de manière significative au cours de périodes futures, le Groupe pourrait être amené à comptabiliser une dépréciation d'un montant qui pourrait être significatif au titre de la période durant laquelle interviendrait la révision de ces hypothèses, ce qui aurait un impact défavorable sur les résultats du Groupe.

#### - Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés

##### Actif d'impôt différé relatif aux déficits reportables de la filiale anglaise

Les actifs d'impôt différé ont pour principale origine les déficits reportables par les filiales anglaises du Groupe résultant des acquisitions réalisées au cours des exercices clos les 31 décembre 1999 et 2000. Ces déficits sont reportables de manière indéfinie, mais ne peuvent être imputés dans une année donnée qu'à concurrence de 20% du solde des déficits reportables à l'ouverture dudit exercice.



Le montant de l'actif différé d'impôt correspondant à la fraction des déficits reportables que le Groupe entend imputer sur le bénéfice fiscal dégagé par ses filiales anglaises au cours de la période de quatre années s'achevant le 31 décembre 2014, déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que l'actif d'impôt différé sera réalisé (soit 28,0% jusqu'au 31 mars 2011 et 27,0% à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011), se monte à 1 264 au 31 décembre 2010.

La charge d'impôt différé correspondante s'élève à 550 au titre du quatrième trimestre 2010 et à 859 au titre de l'ensemble de l'exercice clos le 31 décembre 2010, étant précisé que les montants précédents comprennent des charges d'impôt différé s'élevant à respectivement 10 et 76 au titre de la décision, votée fin juillet 2010, de ramener le taux d'imposition des bénéfices réalisés outre-Manche de 28,0% à 27,0% à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011 (cf. notes 8b et 8d ci-après).

Passif d'impôt différé provenant de l'activation des frais de développement

Au 31 décembre 2010, le passif d'impôt différé comptabilisé suite à l'effet net, après amortissements, de l'activation des frais de développement engagés par la filiale anglaise du Groupe en application des dispositions applicables d'IAS 38 (cf. note 4b ci-dessus), et déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que le passif d'impôt différé donnera lieu à règlement (soit 28,0% jusqu'au 31 mars 2011 et 27,0% à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011), se monte à 1 318.

Au titre de l'activation et de l'amortissement de ces frais de développement, le Groupe a constaté une charge d'impôt différé s'élevant à 24 au quatrième trimestre 2010, et un produit d'impôt différé de 35 au titre de l'ensemble de l'exercice clos le 31 décembre 2010, étant précisé que les montants précédents comprennent des produits d'impôt différé s'élevant à respectivement 3 et 47 au titre de la décision, votée fin juillet 2010, de ramener le taux d'imposition des bénéfices réalisés outre-Manche de 28,0% à 27,0% à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011 (cf. notes 8b et 8d ci-après).

- Actifs d'impôt différé non comptabilisés

Le montant des déficits reportables susceptibles d'être utilisés dans le futur par la filiale anglaise du Groupe, mais uniquement après le 1<sup>er</sup> janvier 2015, et qui, de ce fait, n'ont pas donné lieu à constatation d'un actif d'impôt différé au 31 décembre 2010, s'élève à 13 899 à cette dernière date.

Si un actif d'impôt différé avait été reconnu au 31 décembre 2010 au titre de cette fraction des déficits reportables, dans la mesure où ces déficits ne seraient pas utilisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le taux d'impôt qu'il aurait convenu d'utiliser pour la détermination de cet actif d'impôt différé a été estimé égal à 27,0%, taux applicable à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011 ; il en aurait découlé un actif d'impôt différé supplémentaire de 3 753 au 31 décembre 2010.

(d) Coût des plans basés sur des actions

(i) Options attribuées et susceptibles d'exercice au 31 décembre 2010

Le tableau présenté ci-après donne toutes informations utiles sur les options qui ont été attribuées au 31 décembre 2010, particulièrement sur celles qui sont susceptibles d'exercice à cette dernière date.

Dates d'octroi des options	Nombre d'options attribuées au 31 déc. 2010	Prix d'exercice unitaire en euro	Nombre d'options susceptibles d'exercice au 31 déc. 2010	Prix d'exercice unitaire en euro
12 décembre 2006	24 940	10,00	24 940	10,00
6 août 2008	400 000	2,08	0	-
18 septembre 2008	20 000	1,94	0	-
17 décembre 2008	150 000	2,08	0	-
24 février 2010	25 000	1,55	0	-
24 février 2010	25 000	1,64	0	-
28 juillet 2010	10 000	1,65	0	-
Total	654 940	2,33	24 940	10,00

Deux conditions sont attachées à l'exercice de l'ensemble des options attribuées depuis le début de l'exercice 2008 :

- premièrement, une condition d'emploi continu dans le Groupe entre la date d'attribution des options et la date ou les dates d'exercice de tout ou partie de ces options,
- deuxièmement, l'impossibilité d'exercer ces options tant le cours moyen de l'action de la Société n'aura pas été supérieur au cours des 120 dernières séances de cotation à un cours minimal de € 4,00 pour le premier quart des options attribuées, € 8,00 pour le deuxième quart des options attribuées, € 12,00 pour le troisième quart des options attribuées et € 16,00 pour le dernier quart des options attribuées.

(ii) Actions attribuées gratuitement au 31 décembre 2010

- Attribution gratuite d'actions réalisée le 29 juillet 2009

Le conseil d'administration du 29 juillet 2009 a décidé l'attribution gratuite de 24 750 actions ordinaires de la Société à un ensemble de salariés des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Au 31 décembre 2010, compte tenu des départs de salariés intervenus depuis la date d'attribution, seules 21 750 actions restent susceptibles d'être attribuées aux salariés bénéficiaires de cette attribution au terme de la période de quatre années s'achevant le 29 juillet 2013, pour autant qu'ils aient, à tout moment durant cette période, continué à être salariés d'une des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010, 2 250 actions ont été définitivement attribuées à des salariés dont l'emploi a été supprimé au titre du plan de réorganisation des activités du Groupe mis en œuvre au mois d'avril 2010 (cf. note 5d ci-après).

- Share Incentive Plan

En application de l'autorisation donnée par l'assemblée générale ordinaire du 29 avril 2009, le Groupe a mis en place un Share Incentive Plan (SIP) aux termes duquel les salariés de la filiale britannique du Groupe peuvent bénéficier d'une attribution gratuite d'actions ordinaires de la Société (Matching Shares) à proportion d'acquisitions d'actions ordinaires de la Société (Partnership Shares) réalisées au moyen de déductions opérées sur la rémunération nette qui leur est versée chaque mois.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010, 18 890 actions ont été attribuées à des salariés de la filiale britannique du Groupe à ce titre.

L'attribution des Matching Shares n'est définitive qu'au terme d'une période de trois années après la date d'acquisition des Partnership Shares correspondantes.

(iii) Analyse du coût des plans basés sur des actions

Exprimés en milliers d'euros	Quatrième trimestre 2010 Chiffres ni audités, ni revus	Quatrième trimestre 2009 Chiffres ni audités, ni revus	Exercice 2010 Chiffres non audités	Exercice 2009
Attribution d'options	25	22	98	97
Attribution gratuite d'actions	4	3	31	5
Coût des plans basés sur des actions	29	25	129	102

NOTE 5 : AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES

En application des dispositions du paragraphe 28 du Cadre de référence et des paragraphes 97 et 98 d'IAS 1 révisée, lorsqu'ils sont d'un montant significatif, les produits et les charges inhabituels, anormaux ou peu fréquents doivent donner lieu à une information particulière dans le but d'améliorer la valeur prédictive du compte de résultat consolidé.

Figurent ci-après la liste des charges d'un montant significatif répondant à cette définition, qui ont contribué à la formation du résultat opérationnel du quatrième trimestre et de l'exercice 2010.

(a) Synthèse des autres charges opérationnelles

Exprimés en milliers d'euros	Quatrième trimestre 2010 Chiffres ni audités, ni revus	Quatrième trimestre 2009 Chiffres ni audités, ni revus	Exercice 2010 Chiffres non audités	Exercice 2009
Frais exposés lors de la mise en place de l'Employee Benefit Trust (note 5b)	0	0	(16)	0
Frais exposés suite à une mise en cause au titre d'une violation supposée de brevets (note 5c)	0	0	(59)	0
Effet du plan de réorganisation des activités du Groupe mis en œuvre en avril 2010 (note 5d)	0	0	(406)	0
Provision au titre de la partie vacante des locaux loués outre-Manche (note 5d)	(187)	0	(187)	0
Coût estimé de la fermeture de la filiale du Groupe en Inde (note 5d)	(111)	0	(111)	0
Total des autres charges opérationnelles	(298)	0	(779)	0

(b) Honoraires exposés lors de la mise en place de l'EBT

Une charge d'un montant de 16 a été comptabilisée au premier trimestre 2010 au titre des honoraires versés aux conseils juridiques en vue de la mise en place, au mois de février 2010, d'un Employee Benefit Trust (EBT), au bénéfice de certains employés de la filiale britannique du Groupe.

(c) Frais exposés suite à une mise en cause au titre d'une violation supposée de brevets

Une charge d'un montant de 59 a été comptabilisée au troisième trimestre 2010 au titre des honoraires versés aux conseils juridiques auxquels le Groupe a dû faire appel pour se défendre suite à la mise en cause de la Société et de sa filiale américaine dans le cadre d'une violation supposée de brevets, qui a été portée à la connaissance du Groupe au mois de juin 2010.

Le Groupe a réfuté ces accusations et mis en œuvre diverses actions pour apporter la démonstration que le RIP Harlequin ne violait aucune des stipulations des brevets détenues par le plaignant, qui s'est désisté de son action contre la Société et sa filiale américaine le 21 juillet 2010.

(d) Plan de réorganisation des activités du Groupe d'avril 2010

Au mois d'avril 2010, la direction du Groupe a décidé de mettre en œuvre un plan de réorganisation de ses activités visant à aligner l'organisation juridique et la structure de coûts du Groupe avec les besoins attendus au titre des exercices à venir. Ce plan s'est traduit par le licenciement d'un certain nombre de salariés du Groupe, la fin de l'utilisation d'une partie des locaux loués outre-Manche, et la mise en route du processus de fermeture de la filiale du Groupe en Inde, comme détaillé ci-après.

(i) Coût du plan de licenciements initié en avril 2010

Au titre du plan de réorganisation des activités du Groupe initié en avril 2010, 30 salariés (dont 15 outre-Manche, 7 outre-Atlantique et 7 en Inde) ont été licenciés, pour un coût total de 406, comptabilisé en charges principalement au titre du deuxième trimestre 2010.

(ii) Provision au titre de locaux non utilisés au 31 décembre 2010

Au titre du plan de réorganisation des activités du Groupe initié en avril 2010, la direction du Groupe a décidé de ne plus utiliser une partie des locaux loués outre-Manche, et a donné fin octobre 2010 un mandat à un agent immobilier en vue de trouver une société tierce désireuse de sous-louer tout ou partie de l'espace devenu disponible.

Au terme de l'exercice 2010, une provision d'un montant de 187 a été constituée au titre du différentiel attendu entre le loyer à charge du Groupe et l'estimation des revenus tirés de la sous-location de ces locaux vacants sur la durée résiduelle du bail de 10 ans afférent aux locaux loués par la filiale britannique du Groupe depuis juillet 2006, ce montant constituant l'estimation la plus fiable que la direction du Groupe a pu faire de ce passif au 31 décembre 2010.

Les flux de trésorerie correspondants ont été actualisés en utilisant le taux de 11,7% indiqué note 4a ci-dessus.

(iii) Coût estimé de la fermeture de la filiale du Groupe en Inde

Au titre du plan de réorganisation des activités du Groupe initié en avril 2010, la direction du Groupe a décidé de transférer l'ensemble des salariés de la filiale indienne du Groupe qui n'avaient pas été licenciés (soit 23 salariés) chez un prestataire externe, et de procéder à la fermeture de la filiale avant le terme de l'exercice 2010. Une provision d'un montant de 111 a été enregistrée au quatrième trimestre 2010 au titre du coût estimé de cette fermeture.

#### NOTE 6 : AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS

En application des dispositions du paragraphe 28 du Cadre de référence et des paragraphes 97 et 98 d'IAS 1 révisée, lorsqu'ils sont d'un montant significatif, les produits et les charges inhabituels, anormaux ou peu fréquents doivent donner lieu à une information particulière dans le but d'améliorer la valeur prédictive du compte de résultat consolidé.

Figurent ci-après la liste des produits d'un montant significatif, répondant à cette définition, qui ont contribué à la formation du résultat opérationnel du quatrième trimestre et de l'exercice 2010.

(a) Synthèse des autres produits opérationnels

Exprimés en milliers d'euros	Quatrième trimestre 2010 Chiffres ni audités, ni revus	Quatrième trimestre 2009 Chiffres ni audités, ni revus	Exercice 2010 Chiffres non audités	Exercice 2009
Produit de cession d'un nom de domaine (note 6b)	0	0	75	0
Produit résultant d'une décision de justice favorable (note 6c)	68	0	68	0
Total des autres produits opérationnels	68	0	143	0

(b) Produit de cession d'un nom de domaine

Fin septembre 2010, le Groupe a cédé un nom de domaine pour une valeur totale de 75. Conformément aux termes de l'accord de cession de ces éléments d'actif incorporel, une somme de 55 a été versée au Groupe à la date de cession, le versement du solde du prix étant contractuellement prévu fin mars 2011.

(c) Produit résultant d'une décision de justice favorable

Le Groupe a enregistré un produit de 68 au quatrième trimestre 2010 au titre d'une décision de justice prévoyant le reversement à la Société de sommes qui avaient été détournées par une employée de Global Graphics Management SA, une ancienne filiale à 100% de la Société, qui a été liquidée en mars 2005.

NOTE 7 : PRODUITS FINANCIERS NETS (CHARGES FINANCIERES NETTES)

Exprimés en milliers d'euros	Quatrième trimestre 2010 Chiffres ni audités, ni revus	Quatrième trimestre 2009 Chiffres ni audités, ni revus	Exercice 2010 Chiffres non audités	Exercice 2009
Produits d'intérêts	2	3	12	16
Charges d'intérêts	0	0	0	0
Produits d'intérêts nets	2	3	12	16
Ecarts de change consécutifs à des transactions et à des réévaluations de postes de bilan	52	13	(93)	(128)
Ecarts de change afférents aux contrats d'options de change	(2)	15	(110)	34
Gains nets (pertes nettes) de change	50	28	(203)	94
Produits financiers nets (charges financières nettes)	52	31	(191)	(78)

NOTE 8 : CHARGE (PRODUIT) D'IMPOT

(a) Impôt sur les bénéfiques

(i) Quatrième trimestre 2010

Le Groupe a comptabilisé un produit d'impôt sur les bénéfiques s'élevant à 309 au quatrième trimestre 2010, contre un produit d'impôt sur les bénéfiques s'élevant à 85 au quatrième trimestre 2009.

La comptabilisation d'un tel produit d'impôt sur les bénéfiques s'explique essentiellement par le remboursement à Global Graphics Software Limited du crédit d'impôt recherche afférent à l'exercice 2009, effectué à la filiale britannique du Groupe au mois de novembre 2010 pour 298 (cf. note 8c ci-après).

(iv) Exercice clos le 31 décembre 2010

Le Groupe a comptabilisé un produit d'impôt sur les bénéfiques s'élevant à 326 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010, contre une charge d'impôt sur les bénéfiques s'élevant à 9 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

La comptabilisation d'un tel produit d'impôt sur les bénéfiques s'explique principalement par les éléments suivants :

- d'une part par le remboursement à Global Graphics Software Limited au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 de crédits d'impôt recherche afférents aux exercices 2007 et 2009 pour un montant total de 418,
- et d'autre part par la perte par la filiale indienne du Groupe de certaines exonérations d'impôt sur les sociétés suite la mise en œuvre du plan de réorganisation des activités du Groupe en avril 2010, pour un total de 63 (cf. note 8c ci-après).

(b) Impôt différé

(i) Quatrième trimestre 2010

Le Groupe a comptabilisé une charge d'impôt différé s'élevant à 616 au quatrième trimestre 2010 (dont un produit de 3 au titre de la réduction du taux d'imposition des bénéfiques réalisés outre-Manche de 28,0% à 27,0%, applicable au 1<sup>er</sup> avril 2011, analysée en note 8d ci-après), à comparer au produit d'impôt différé s'élevant à 212 comptabilisé au quatrième trimestre 2009.

(ii) Exercice clos le 31 décembre 2010

Le Groupe a comptabilisé une charge d'impôt différé s'élevant à 817 au titre de l'exercice 2010 (dont un produit de 47 au titre de la réduction du taux d'imposition des bénéfiques réalisés outre-Manche de 28,0% à 27,0%, applicable au 1<sup>er</sup> avril 2011, analysée en note 8d ci-après), à comparer à la charge d'impôt différé de 176 comptabilisée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

## (iii) Analyse des éléments constitutifs de la charge (du produit) d'impôt différé

Exprimés en milliers d'euros	Quatrième trimestre 2010 Chiffres ni audités, ni revus	Quatrième trimestre 2009 Chiffres ni audités, ni revus	Exercice 2010 Chiffres non audités	Exercice 2009
Liée à l'activation des frais de développement (note 4b)	82	67	253	338
Liée à l'amortissement des frais de développement (note 4b)	(56)	(64)	(242)	(208)
Liée à l'activation des pertes fiscales reportables (note 4c)	550	(260)	859	(40)
Liée au changement annoncé de taux d'imposition (note 4c)	(3)	0	(47)	0
Autres éléments	43	45	(6)	86
Charge (produit) d'impôt différé comptabilisée	616	(212)	817	176

## (c) Justification de la charge (du produit) d'impôt comptabilisé(e)

Exprimés en milliers d'euros	Quatrième trimestre 2010 Chiffres ni audités, ni revus	Quatrième trimestre 2009 Chiffres ni audités, ni revus	Exercice 2010 Chiffres non audités	Exercice 2009
Résultat avant impôt	388	(435)	(2 106)	(1 421)
Charge (produit) d'impôt attendu(e) au taux de 33,33%	130	(146)	(702)	(474)
Charge (produit) d'impôt lié(e) aux éléments suivants :				
- Ajustement du montant des pertes fiscales reportables (note 4c)	550	(259)	859	(39)
- Effet des taux d'imposition des bénéficiaires des filiales différents	(32)	(72)	90	104
- Impact des coûts des paiements fondés sur des actions	9	8	43	34
- Pertes fiscales ne donnant pas lieu à activation	(59)	158	560	543
- Remboursement de crédits d'impôt recherche (note 8a)	(298)	0	(418)	0
- Perte des abattements d'impôt accordés en Inde (note 8a)	0	0	63	0
- Effet du changement de taux d'impôt outre-Manche	(3)	0	(47)	0
- Autres éléments	10	14	43	17
Charge (produit) d'impôt comptabilisé(e)	307	(297)	491	185

(d) Evolution prévisible du taux d'impôt sur les bénéfices au Royaume-Uni  
Lors de l'annonce du budget le 22 juin 2010, le Chancelier de l'Echiquier a indiqué les changements envisagés en matière de taux d'impôt sur les bénéfices au Royaume-Uni qui, s'ils devaient être votés comme indiqué, auront un effet sur la situation fiscale du Groupe. Il est ainsi envisagé une réduction du taux d'impôt sur les bénéfices au Royaume-Uni de 28,0% à 24,0% par palier de 1,0% chaque année budgétaire à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011, chaque nouveau palier de 1,0% étant voté à l'occasion de l'examen du budget pour l'année à venir.  
Au 31 décembre 2010, le seul changement du taux d'impôt sur les bénéfices au Royaume-Uni qui a été voté est celui conduisant à une diminution de 28,0% à 27,0% de ce taux à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011, comme indiqué à la note 4c ci-dessus.  
L'effet sur la situation fiscale du Groupe des diminutions successives du taux d'impôt sur les bénéfices au Royaume-Uni qui sont envisagées sera comptabilisé dans les états financiers consolidés une fois que ces changements auront été votés.

#### NOTE 9 : RESULTATS PAR ACTION

##### (a) Résultat par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net d'une période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant cette période, déterminé en tenant compte des attributions gratuites d'actions devenues définitives au cours de la période (cf. note 4d ci-dessus).

##### (i) Calcul pour les quatrièmes trimestres

Chiffres ni audités, ni revus	2010	2009
Actions ordinaires en circulation au 1er octobre	10 121 700	10 115 813
Effet des attributions gratuites d'actions de la période	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à retenir pour le calcul du résultat par action du trimestre	10 121 700	10 115 813

##### (ii) Calcul pour les exercices clos les 31 décembre

	2010	2009
Actions ordinaires en circulation au 1er janvier	10 115 813	10 115 813
Effet des attributions gratuites d'actions de l'exercice	2 896	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à retenir pour le calcul du résultat par action de l'exercice	10 118 709	10 115 813

##### (b) Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours d'une période de l'impact maximal de la conversion des instruments financiers dilutifs en actions ordinaires au cours de cette période.

Les seuls instruments financiers donnant accès au capital et donc susceptibles d'entraîner une dilution sont les options de souscription d'actions émises par la Société. Il n'est en effet pas tenu compte pour la détermination du résultat dilué par action de l'attribution gratuite d'actions ordinaires de la Société faite le 29 juillet 2009 ou de l'attribution de Matching Shares faites aux participants du Share Incentive Plan (cf. note 4d ci-dessus), dans la mesure où les conditions d'attribution définitive de ces actions n'étaient pas remplies au 31 décembre 2010.



Compte tenu d'un cours moyen de clôture de l'action s'élevant respectivement à € 1,37 et € 1,57 au titre du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2010, inférieur au prix d'exercice des options susceptibles d'exercice au cours de ces périodes, l'ensemble des options encore susceptibles d'exercice au terme de l'exercice 2010 (cf. note 4d ci-dessus) n'a pas d'effet dilutif au cours du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

(i) Calcul pour les quatrièmes trimestres

Chiffres ni audités, ni revus	2010	2009
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours du trimestre	10 121 700	10 115 813
Impact des instruments financiers dilutifs	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à retenir pour le calcul du résultat dilué par action	10 121 700	10 115 813

(ii) Calcul pour les exercices clos les 31 décembre

	2010	2009
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	10 118 709	10 115 813
Impact des instruments financiers dilutifs	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à retenir pour le calcul du résultat dilué par action	10 118 709	10 115 813

#### NOTE 10 : CAPITAL SOCIAL ET PRIMES D'EMISSION

(a) Capital social

Au 31 décembre 2010, comme au 31 décembre 2009, le capital social de la Société se composait de 10 289 781 actions ordinaires, d'une valeur nominale unitaire de 0,40 euro, toutes entièrement libérées.

(b) Primes d'émission

(i) Charges liées à la gestion des plans basés sur des actions

Le montant des charges liées à la gestion des plans basés sur des actions du Groupe qui ont été exposées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010, et qui ont été imputées sur le poste Primes d'émission au cours de la même période, s'élève à 11 (contre 1 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009).

(ii) Charges liées à l'attribution gratuite d'actions

En application des dispositions des plans d'attribution gratuite d'actions, 5 887 actions propres auto-détenues ont été attribuées aux salariés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 suite à leurs licenciements décidés dans la cadre du plan de réorganisation des activités du Groupe (cf. note 11b ci-après). La différence entre la valeur de rachat des actions propres remises aux salariés (soit 42) et leur valeur au jour d'attribution (estimée nulle) a été imputée sur le poste Primes d'émission.

NOTE 11 : PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS PROPRES

(a) Rachats d'actions propres

Le Groupe n'a procédé au rachat d'aucune de ses actions propres au cours des exercices clos les 31 décembre 2009 et 2010.

(b) Attribution gratuite d'actions auto-détenues

Comme indiqué à la note 10b ci-dessus, 5 887 actions propres auto-détenues ont été attribuées aux salariés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 suite à leurs licenciements décidés dans la cadre du plan de réorganisation des activités du Groupe.

De ce fait, au 31 décembre 2010, le Groupe détenait 168 081 de ses actions propres, pour une valeur totale de rachat de 1 204 (contre une valeur de rachat de 1 246 au 1<sup>er</sup> janvier 2010).

NOTE 12 : INFORMATIONS SECTORIELLES

(a) Identification des segments opérationnels devant donner lieu à information

(i) Règles suivies

IFRS 8, Segments Opérationnels, stipule que l'information sectorielle est établie selon l'approche retenue par la direction ('management approach') en la matière, c'est-à-dire celle sur laquelle la direction s'appuie en interne. Ceci a eu pour conséquence d'accroître le nombre de segments donnant lieu à information à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, dans la mesure où le segment unique existant jusque lors a été scindé en deux : un premier segment ('Print') pour les activités centrées autour de l'impression, et un second segment ('eDoc') pour celles centrées autour de la gestion de documents électroniques.

L'information financière devant être publiée au titre des segments opérationnels est celle sur laquelle s'appuie le décideur opérationnel ('Chief Operating Decision-Maker'), pour décider de l'affectation de ressources et de l'évaluation des performances opérationnelles et financières de chaque segment.

Ce décideur est, au niveau du Groupe, son directeur général, Monsieur Gary Fry.

La performance des segments opérationnels est mesurée par le directeur général sur la base de leur contribution en terme de marge brute.

- Allocation des actifs et passifs aux segments opérationnels

Les actifs et les passifs, qu'ils soient courants ou non courants, sont alloués aux différents segments opérationnels en fonction de leur nature.

Les écarts d'acquisition ont été alloués par la direction du Groupe aux groupes d'unités génératrices de trésorerie pour chacun des segments considérés. Les écarts d'acquisition existants au 1<sup>er</sup> janvier 2009 ont tous été alloués au segment Print dans la mesure où ils sont afférents à des acquisitions faites au cours des exercices clos les 31 décembre 1999 et 2000 dans le domaine des logiciels pour l'impression.

Les actifs d'impôt différé, les actifs courants autres que les créances clients, les dettes courantes autres que les avances reçues des clients et les produits constatés d'avance, ne sont alloués à aucun des deux segments opérationnels.

- Chiffre d'affaires comptabilisé au titre des segments opérationnels

Le chiffre d'affaires comptabilisé au titre de chacun des deux segments a pour origine principale le développement et la commercialisation de logiciels et/ou de solutions, comprenant le cas échéant des prestations liées telles que l'adaptation, la mise en service, la formation ainsi que le support après-vente et la maintenance.

(b) Ventilation du chiffre d'affaires par nature de produits et de services

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Quatrième trimestre 2010	Quatrième trimestre 2009	Exercice 2010	Exercice 2009
Royalties reçues	2 462	1 636	7 934	7 228
Prestations de maintenance et de support technique après-vente	304	524	1 582	1 943
Prestations d'ingénierie	0	53	30	175
Autres	62	0	62	16
Total	2 828	2 213	9 608	9 362

(c) Ventilation du chiffre d'affaires par destination géographique

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Quatrième trimestre 2010	Quatrième trimestre 2009	Exercice 2010	Exercice 2009
France	1	3	13	33
Europe continentale hors France	164	222	571	809
Royaume-Uni	91	10	126	91
Amérique du Nord	1 725	1 639	6 637	6 605
Asie	831	334	2 224	1 808
Reste du monde	16	5	37	18
Total	2 828	2 213	9 608	9 362

(d) Chiffre d'affaires et marge brute par segment

(i) Quatrième trimestre 2010

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	2 042	786	0	2 828
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	2 042	786	0	2 828
Coût des ventes	(48)	(40)	(15)	(103)
Marge brute	1 994	746	(15)	2 725

(ii) Quatrième trimestre 2009

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	1 782	431	0	2 213
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	1 782	431	0	2 213
Coût des ventes	(72)	(23)	(11)	(106)
Marge brute	1 710	408	(11)	2 107

(iii) Exercice clos le 31 décembre 2010

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	7 910	1 698	0	9 608
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	7 910	1 698	0	9 608
Coût des ventes	(246)	(141)	(44)	(431)
Marge brute	7 664	1 557	(44)	9 177

(iv) Exercice clos le 31 décembre 2009

En milliers d'euros	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	7 598	1 764	0	9 362
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	7 598	1 764	0	9 362
Coût des ventes	(173)	(95)	(45)	(313)
Marge brute	7 425	1 669	(45)	9 049

(e) Réconciliation de la marge brute et du résultat avant impôt

Exprimés en milliers d'euros	Quatrième trimestre 2010 Chiffres ni audités, ni revus	Quatrième trimestre 2009 Chiffres ni audités, ni revus	Exercice 2010 Chiffres non audités	Exercice 2009
Marge brute (cf. note 12d)	2 725	2 107	9 177	9 049
Charges générales et commerciales	(1 074)	(1 251)	(5 349)	(5 386)
Charges de recherche- développement	(1 085)	(1 322)	(5 107)	(5 006)
Autres charges opérationnelles nettes des produits	(230)	0	(636)	0
Produits financiers nets (charges financières nettes)	52	31	(191)	(78)
Résultat avant impôt	388	(435)	(2 106)	(1 421)

(f) Réconciliation des actifs et des passifs

(i) Au 31 décembre 2010

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Actifs non courants	9 779	1 899	662	12 340
Actifs courants	1 303	579	2 498	4 380
Total actifs	11 082	2 478	3 160	16 720
Passifs non courants	0	0	36	36
Passifs courants	147	423	1 334	1 904
Total passifs	147	423	1 370	1 940

(ii) Au 31 décembre 2009

En milliers d'euros	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Actifs non courants	9 252	1 853	1 497	12 602
Actifs courants	1 505	737	3 908	6 150
Total actifs	10 757	2 590	5 405	18 752
Passifs non courants	0	0	2	2
Passifs courants	873	481	1 030	2 384
Total passifs	873	481	1 032	2 386

NOTE 13 : TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

La direction du Groupe considère que relèvent de cette catégorie les transactions entre les différentes sociétés du Groupe (cf. note 14) et celles intervenant avec ses administrateurs et ses dirigeants opérationnels.

(a) Transactions avec les administrateurs du Groupe

Le montant des jetons de présence versés aux administrateurs du Groupe au titre de chacun des exercices clos les 31 décembre 2009 et 2010 s'élève à 60.

Les montants reconnus à la rubrique Charges commerciales et générales du compte de résultat consolidé résumé se montent à respectivement 15 pour les quatrièmes trimestres 2009 et 2010, et à 60 pour les exercices clos les 31 décembre 2009 et 2010.

(b) Transactions avec les dirigeants opérationnels du Groupe

(i) Salaires et avantages monétaires

Les trois dirigeants exécutifs du Groupe ont perçu à titre de salaires ou d'avantages monétaires court terme (notamment le versement de bonus et l'abondement à des plans de retraite) les montants suivants au titre des quatrièmes trimestres et des exercices clos les 31 décembre 2009 et 2010 :

Exprimés en milliers d'euros	Quatrième trimestre 2010 Chiffres ni audités, ni revus	Quatrième trimestre 2009 Chiffres ni audités, ni revus	Exercice 2010 Chiffres non audités	Exercice 2009
Salaires	69	84	273	336
Avantages monétaires court terme	20	45	80	57
Total	89	129	353	393

(ii) Paiements fondés sur des actions

Les dirigeants opérationnels ont la possibilité de bénéficier des plans d'options de souscription d'actions et d'attribution d'actions mis en place par le Groupe.

Aucune attribution gratuite d'actions ou attribution d'options n'a été faite aux dirigeants opérationnels au cours des quatrièmes trimestres et des exercices clos les 31 décembre 2009 et 2010.

La fraction du coût des paiements fondés sur des actions correspondant aux attributions d'options et d'actions faites aux dirigeants exécutifs du Groupe, enregistrée en charges au titre des quatrièmes trimestres et des exercices clos les 31 décembre 2009 et 2010, est présentée ci-après :

Exprimés en milliers d'euros	Quatrième trimestre 2010 Chiffres ni audités, ni revus	Quatrième trimestre 2009 Chiffres ni audités, ni revus	Exercice 2010 Chiffres non audités	Exercice 2009
Attribution d'options	18	18	72	72
Attribution gratuite d'actions	0	0	0	0
Total	18	18	72	72

#### NOTE 14 : FILIALES

Les états financiers consolidés résumés des quatrièmes trimestres et des exercices clos les 31 décembre 2009 et 2010 comprennent les comptes des filiales suivantes :

	Pays de domiciliation	% de contrôle 2010	% de contrôle 2009
Global Graphics (UK) Limited	Royaume Uni	100	100
Global Graphics Software Limited	Royaume Uni	100	100
Jaws Systems Limited	Royaume Uni	100	100
Global Graphics Software Incorporated	Etats-Unis	100	100
Global Graphics Kabushiki Kaisha	Japon	100	100
Global Graphics Software (India) Private Limited (note 14a)	Inde	100	100
Global Graphics EBT Limited (note 14b)	Royaume Uni	100	-

#### (a) Liquidation de Global Graphics Software (India) Private Limited

Les résultats de Global Graphics Software (India) Private Limited ont été inclus dans les comptes consolidés résumés du quatrième trimestre 2010 et de l'exercice clos le 31 décembre 2010 dans la mesure où le processus de liquidation de cette filiale n'est pas achevé au terme de l'exercice 2010.

#### (b) Création de Global Graphics EBT Limited

Les résultats de Global Graphics EBT Limited ont été inclus dans les comptes consolidés résumés du quatrième trimestre 2010 et de l'exercice clos le 31 décembre 2010 (dans ce dernier cas, à compter de la constitution de cette société le 3 février 2010).

GROUPE GLOBAL GRAPHICS  
RESULTATS RETRAITES DETERMINES PAR LA DIRECTION DU GROUPE

NOTE 1 : APPROCHE RETENUE POUR LE CALCUL DES RESULTATS RETRAITES

Le Groupe prépare ses états financiers consolidés selon les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et les interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board (IASB), tels qu'adoptés par l'Union européenne (UE).

Pour autant, la direction du Groupe considère pertinent de fournir, en sus des informations financières extraites de ces états financiers consolidés, d'autres indicateurs financiers retraités pour permettre l'appréciation la plus juste possible de sa performance, d'autant plus que la direction du Groupe utilise de tels indicateurs financiers retraités, tant en externe, dans le but précité, qu'en interne, à des fins de planification et de prévision budgétaire.

Pour ce faire, la direction du Groupe présente ces indicateurs de manière conforme aux principes édictés par le Committee of European Securities Regulators (CESR) dans sa recommandation d'octobre 2005 sur la communication d'indicateurs spécifiques de la performance par les entreprises (CESR Recommendation on Alternative Performance Measures).

La direction du Groupe ne considère en effet pas ces indicateurs comme des éléments devant être considérés pour eux-mêmes, sans référence aux états financiers consolidés établis selon les normes comptables internationales dont ils sont dérivés, et n'a pas pour objectif, en présentant ces indicateurs, qu'ils soient utilisés comme tels.

Elle considère en revanche qu'en présentant ces indicateurs, elle permet aux investisseurs de mesurer la performance du Groupe de manière pertinente, notamment du fait que ces indicateurs sont déterminés et présentés de manière identique d'un trimestre à l'autre, et qu'ils permettent une comparaison plus aisée avec d'autres sociétés du même secteur d'activité que le Groupe, qui, elles-mêmes, utilisent des indicateurs similaires.

Par suite, les investisseurs sont invités à mesurer la performance du Groupe en s'appuyant aussi bien sur les états financiers consolidés établis selon les normes comptables internationales que sur les indicateurs retraités dérivés de ces mêmes comptes.

NOTE 2 : JUSTIFICATION DES RETRAITEMENTS PRATIQUES

Les retraitements pratiqués ont pour objectif de permettre de déterminer la performance du Groupe, au niveau du résultat d'exploitation, du résultat avant impôt et du résultat net, avant effet (avant et après impôt, le cas échéant) des éléments suivants :

(a) Coût des plans basés sur des actions

Les coûts correspondants sont portés en charges dans les états financiers consolidés en application des dispositions d'IFRS 2, Paiements fondés sur des actions, et ce même en l'absence de toute variation du nombre d'actions en circulation de la Société par suite de l'exercice des options de souscription d'actions accordés aux salariés du Groupe, ou avant que l'attribution gratuite d'actions ne devienne définitive.

La direction du Groupe considère qu'il est nécessaire de retraiter le résultat d'exploitation du Groupe sur ce point pour obtenir une appréciation pertinente de la performance opérationnelle du Groupe.

(b) Activation et amortissement de certains frais de développement

Lorsqu'un projet de développement remplit les critères visés aux paragraphes 57 à 62 d'IAS 38, Actifs incorporels, les frais correspondants (au cas d'espèce, les charges de personnels ayant contribué au développement de l'actif ainsi reconnu) doivent être portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée, puis amortis sur la durée de vie économique estimée du projet considéré.

Compte tenu du degré de subjectivité requis pour déterminer d'une part, si un projet de développement remplit ou non les conditions susvisées pour donner lieu à activation, et d'autre part, quelle est la durée de vie économique du projet, la direction du Groupe considère qu'il est nécessaire de retraiter le résultat d'exploitation du Groupe sur ce point pour obtenir une appréciation pertinente de la performance opérationnelle du Groupe.

(c) Autres charges et produits opérationnels

Certaines charges et certains produits opérationnels ont été présentés de manière isolée dans le compte de résultat consolidé dans le but de permettre une appréciation la plus juste possible de la performance opérationnelle du Groupe au titre de l'exercice 2010, et également dans le but de fournir une base de comparaison pertinente avec les montants qui seront présentés au titre de l'exercice 2011.

(d) Produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents

En application des dispositions du paragraphe 97 d'IAS 1, Présentation des états financiers, les produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents doivent être précisément décrits dans une note annexe, de manière à améliorer la valeur prédictive du compte de résultat.

La direction du Groupe considère que la meilleure manière d'arriver à ce but est, en complément de la présentation dans une note annexe de ces éléments, de retraiter le résultat d'exploitation du Groupe sur ce point afin de fournir à l'utilisateur des états financiers consolidés une base de comparaison avant prise en compte de ces éléments.

NOTE 3 : RESULTATS RETRAITES DETERMINES PAR LA DIRECTION DU GROUPE

(a) Résultat opérationnel retraité

Chiffres ni audités, ni revus Exprimés en milliers d'euros	Quatrième trimestre 2010	Quatrième trimestre 2009	Exercice 2010	Exercice 2009
Résultat opérationnel en IFRS	336	(466)	(1 915)	(1 344)
Retraitements pratiqués :				
Amort. des immob. incorporelles	0	0	0	29
Coût des plans fondés sur des actions (note 4d)	29	25	129	102
Frais de développement portés à l'actif (note 4b)	(296)	(239)	(905)	(1 208)
Amortissement des frais de développement susvisés (note 4b)	199	229	863	744
Autres charges opérationnelles	298	0	779	0
Autres produits opérationnels	(68)	0	(143)	0
Autres éléments	0	123	0	137
Total des retraitements pratiqués	162	138	723	(196)
Résultat opérationnel retraité en % du chiffre d'affaires	498 17,6%	(328) -14,8%	(1 192) -12,4%	(1 540) -16,4%



(b) Résultat avant impôt retraité

Chiffres ni audités, ni revus Exprimés en milliers d'euros, sauf les résultats par action	Quatrième trimestre 2010	Quatrième trimestre 2009	Exercice 2010	Exercice 2009
Résultat avant impôt en IFRS	388	(435)	(2 106)	(1 421)
Retraitements pratiqués :				
Amort. des immob. incorporelles	0	0	0	29
Coût des plans fondés sur des actions (note 4d)	29	25	129	102
Frais de développement portés à l'actif (note 4b)	(296)	(239)	(905)	(1 208)
Amortissement des frais de développement susvisés (note 4b)	199	229	863	744
Autres charges opérationnelles (note 5)	298	0	779	0
Autres produits opérationnels (note 6)	(68)	0	(143)	0
Autres éléments	0	123	0	137
Total des retraitements pratiqués	162	138	723	(196)
Résultat avant impôt retraité	550	(297)	(1 383)	(1 617)
Rés. retr. par action (i)	0,05	(0,03)	(0,14)	(0,16)
Rés. retr. dilué par action (ii)	0,05	(0,03)	(0,14)	(0,16)

(i) Résultat avant impôt retraité par action

Le résultat avant impôt retraité par action d'une période donnée, qui est exprimé en euros, est obtenu en divisant le résultat avant impôt retraité de la période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de cette période, soit respectivement 10 121 700 et 10 115 813 actions pour les quatrièmes trimestres 2010 et 2009, et respectivement 10 118 709 et 10 115 813 actions pour les exercices clos les 31 décembre 2010 et 2009.

(ii) Résultat avant impôt retraité dilué par action

Le résultat avant impôt retraité dilué par action d'une période donnée, qui est exprimé en euros, est obtenu en divisant le résultat avant impôt retraité de la période par le nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour le calcul du résultat dilué par action, tel que requis par IAS 33, Résultat par action, soit respectivement 10 121 700 et 10 115 813 actions pour les quatrièmes trimestres 2010 et 2009, et respectivement 10 118 709 et 10 115 813 actions pour les exercices clos les 31 décembre 2010 et 2009.

(c) Résultat net retraité

Chiffres ni audités ni revus Exprimés en milliers d'euros, sauf les résultats par action	Quatrième trimestre 2010	Quatrième trimestre 2009	Exercice 2010	Exercice 2009
Résultat net en IFRS	81	(138)	(2 597)	(1 606)
Retraitements pratiqués :				
Amort. des immob. incorporelles	0	0	0	29
Coût des plans fondés sur des actions (note 4d)	29	25	129	102
Effet net de l'activation des frais de développement (note 4b)	(97)	(10)	(42)	(464)
Autres charges opérationnelles (note 5)	298	0	779	0
Autres produits opérationnels (note 6)	(68)	0	(143)	0
Autres éléments	0	123	0	137
Effet d'impôt des retraitements indiqués ci-dessus	(26)	3	(85)	130
Total des retraitements pratiqués	136	141	638	(66)
Résultat net retraité	217	3	(1 959)	(1 672)
Rés. net retraité par action (i)	0,02	0,00	(0,19)	(0,17)
Rés. net retr. dilué par action (ii)	0,02	0,00	(0,19)	(0,17)

(i) Résultat net retraité par action

Le résultat net retraité par action d'une période donnée, qui est exprimé en euros, est obtenu en divisant le résultat net retraité de la période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de cette même période, soit respectivement 10 121 700 et 10 115 813 actions pour les quatrièmes trimestres 2010 et 2009, et respectivement 10 118 709 et 10 115 813 actions pour les exercices clos les 31 décembre 2010 et 2009.

(ii) Résultat net retraité dilué par action

Le résultat net retraité dilué par action d'une période donnée, qui est exprimé en euros, est obtenu en divisant le résultat net retraité de la période par le nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat dilué par action, tel que requis par IAS 33, Résultat par action, pour cette même période, soit respectivement 10 121 700 et 10 115 813 actions pour les quatrièmes trimestres 2010 et 2009, et respectivement 10 118 709 et 10 115 813 actions pour les exercices clos les 31 décembre 2010 et 2009.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS  
RAPPORT D'ACTIVITE RESUME DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
POUR LE TRIMESTRE ET L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2010

Suite à la transposition à l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier de la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 (dite directive Transparence), nous vous prions de trouver ci-après le rapport d'activité résumé du conseil d'administration établi au titre du quatrième trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Le présent rapport a été arrêté par le conseil d'administration de Global Graphics SA (la 'Société') le 8 février 2011.

NOTE 1 : ORGANISATION DU GROUPE GLOBAL GRAPHICS (LE 'GROUPE')

(a) Périmètre de consolidation au 31 décembre 2010

Merci de vous référer à cet effet à la note 14 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

(b) Variations de périmètre intervenues au cours de l'exercice 2010

(i) Global Graphics EBT Limited

Le 3 février 2010 a été créée une filiale de la Société, Global Graphics EBT Limited, société de droit britannique, dont l'objet est d'assurer la gestion de l'Employee Benefit Trust (EBT), mis en place au bénéfice des salariés et administrateurs des filiales britanniques du Groupe au cours du premier trimestre 2010.

(ii) Global Graphics Software (India) Private Limited

Conséquence de la réorganisation du Groupe mise en œuvre au mois d'avril 2010, 23 salariés de Global Graphics Software (India) Private Limited ont été transférés vers un partenaire spécialisé, pendant que 7 autres étaient licenciés (cf. note 6a ci-après).

Par suite, la filiale indienne du Groupe n'a plus d'activité depuis le début du mois de mai 2010 ; la direction du Groupe prévoit que la liquidation de cette société sera achevée au cours du premier semestre 2011.

(c) Variations de périmètre intervenues depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011

Aucune variation n'est intervenue dans le périmètre du Groupe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

NOTE 2 : EXAMEN DES CHIFFRES-CLES DU GROUPE

Le Groupe établit ses comptes consolidés condensés selon les principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et les interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board (IASB), tels qu'adoptés par l'Union européenne (UE).

Les montants indiqués ci-après sont exprimés en milliers d'euros (l'euro étant la devise utilisée par le Groupe pour la présentation de ses comptes consolidés), les arrondis se faisant au millier le plus proche.

(a) Quatrième trimestre 2010

(i) Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 2 828 au quatrième trimestre 2010, contre 2 213 au quatrième trimestre 2009, soit une hausse de 27,8% à taux de change courants.

Environ 67,2% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au quatrième trimestre 2010 était libellé en dollars américains, devise qui s'est renforcée par rapport à l'euro, puisque le taux de change moyen euro/dollar s'établissait à 1,351 dollars américains pour un euro au quatrième trimestre 2010 contre 1,473 dollars américains pour un euro au quatrième trimestre 2009, soit une hausse de 9,0% d'une période à l'autre. A taux de change constants, le chiffre d'affaires consolidé réalisé au quatrième trimestre 2010 se serait élevé à 2 590, en hausse de 17,0% par rapport au chiffre d'affaires consolidé réalisé au quatrième trimestre 2009.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment opérationnel Impression (Print) s'est élevé à 2 042 au quatrième trimestre 2010, en hausse de 14,6% à taux de change courants et de 5,4% à taux de change constants, par rapport aux 1 782 réalisés dans ce même segment opérationnel au quatrième trimestre 2009. Le chiffre d'affaires réalisé dans le marché des arts graphiques s'est élevé à 822 au quatrième trimestre 2010, en hausse de 13,7% à taux de change courants et de 4,3% à taux de change constants, par rapport aux 723 réalisés dans ce marché au quatrième trimestre 2009. Dans le même temps, le chiffre d'affaires réalisé dans le marché de l'impression numérique s'est élevé à 1 220 au quatrième trimestre 2010, en hausse de 15,2% à taux de change courants et de 6,2% à taux de change constants, par rapport aux 1 059 réalisés dans ce marché au quatrième trimestre 2009.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment opérationnel Documents électroniques (eDoc) s'est élevé à 786 au quatrième trimestre 2010, en hausse de 82,4% à taux de change courants et de 65,0% à taux de change constants, par rapport aux 431 réalisés dans ce même segment au quatrième trimestre 2009.

## (ii) Résultats consolidés

### Bénéfice opérationnel

Le Groupe a dégagé un bénéfice opérationnel de 336 au quatrième trimestre 2010 (équivalent à 11,9% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), à comparer à la perte opérationnelle de 466 réalisée au quatrième trimestre 2009 (qui était équivalente à -21,1% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre), soit une variation favorable de 802 d'une période à l'autre.

Les principaux facteurs qui expliquent cette variation sont les suivants :

- un chiffre d'affaires consolidé en hausse de 615 (cf. note 2a (i) ci-avant),
- un coût des ventes en repli de 3 à 103 au quatrième trimestre 2010 (3,6% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), par rapport au quatrième trimestre 2009, où le coût des ventes se montait à 106 (4,8% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre),
- des frais de distribution et d'administration en repli de 177 (soit de 14,1%) à 1 074 au quatrième trimestre 2010 (38,0% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre) contre 1 251 au quatrième trimestre 2009 (56,5% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre),
- des frais de recherche-développement en repli de 237 (soit de 17,9%) à 1 085 au quatrième trimestre 2010 (38,4% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre) contre 1 322 au quatrième trimestre 2009 (59,7% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre). Ces charges comprennent un produit de 97 au titre de l'effet net, après amortissements, de l'activation des frais afférents aux quatre projets de développement remplissant les conditions requises pour une telle activation, contre une charge de 10 au quatrième trimestre 2009 (merci de vous référer à la note 4b de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2010 pour de plus amples informations sur ce point),

- le Groupe a constaté un montant de 298 au poste Autres charges opérationnelles au quatrième trimestre 2010 (10,5% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), composé d'une provision de 187 au titre de la partie vacante des locaux utilisés outre-Manche et d'une charge de 111 consécutive aux coûts de fermeture de la filiale en Inde (merci de vous référer à la note 5 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2010 pour de plus amples informations sur ce point),
- le Groupe a constaté un montant de 68 au poste Autres produits opérationnels au quatrième trimestre 2010 (2,4% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), constitué par le produit consécutif à une décision de justice favorable au Groupe (merci de vous référer à la note 6 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2010 pour de plus amples informations sur ce point).

#### Bénéfice avant impôt

Le Groupe a dégagé un bénéfice avant impôt de 388 au quatrième trimestre 2010 (équivalent à 13,7% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), à comparer à une perte avant impôt de 435 au quatrième trimestre 2009 (équivalente à -19,7% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre), soit une variation favorable de 823 d'une période à l'autre, qui est la résultante de la combinaison des facteurs suivants :

- la variation favorable du résultat opérationnel de 802 d'une période sur l'autre, analysée ci-dessus,
- le repli des produits d'intérêts (nets des charges d'intérêts) de 1 par rapport aux 3 dégagés au quatrième trimestre 2009,
- l'impact, favorable à hauteur de 22, des écarts de change qui sont passés de gains nets de 28 au quatrième trimestre 2009 à des gains nets de 50 au quatrième trimestre 2010.

#### Bénéfice net

Le Groupe a dégagé un bénéfice net de 81 au quatrième trimestre 2010 (soit un bénéfice net de € 0,01 par action), après prise en compte d'une charge d'impôt de 307 (constituée d'un produit d'impôt courant de 309 et d'une charge d'impôt différé de 616), contre une perte nette de 138 au quatrième trimestre 2009 (soit une perte nette de € 0,01 par action).

#### (b) Exercice clos le 31 décembre 2010

##### (i) Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé réalisé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 s'est élevé à 9 608, contre 9 362 au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009, soit une croissance de 2,6% à taux de change courants.

Environ 74,0% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 était libellé en dollars américains (contre 77,9% du chiffre d'affaire consolidé réalisé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009), devise qui s'est renforcée par rapport à l'euro, puisque le taux de change moyen euro/dollar s'établissait à 1,320 dollars américains pour un euro au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 contre 1,384 dollars américains pour un euro au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009, soit une hausse de 4,8% d'une période à l'autre. A taux de change constants, le chiffre d'affaires consolidé réalisé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 se serait élevé à 9 075, en repli de 3,1% par rapport au chiffre d'affaires consolidé réalisé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment opérationnel Print au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 s'est élevé à 7 910, en hausse de 4,1% à taux de change courants, mais en repli de 0,9% à taux de change constants, par rapport

aux 7 598 réalisés dans ce même segment opérationnel au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009. Le chiffre d'affaires réalisé dans le marché des arts graphiques au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 s'est élevé à 3 047, en repli de 2,3% à taux de change courants et de 7,4% à taux de change constants, par rapport aux 3 119 réalisés dans ce segment de marché au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009. Dans le même temps, le chiffre d'affaires réalisé dans le marché de l'impression numérique au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 s'est élevé à 4 863, en hausse de 8,6% à taux de change courants et de 3,6% à taux de change constants, par rapport aux 4 479 réalisés dans ce segment de marché au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment opérationnel eDoc au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 s'est élevé à 1 698, en repli de 3,7% à taux de change courants et de 12,3% à taux de change constants, par rapport aux 1 764 réalisés dans ce même segment au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

## (ii) Résultats consolidés

### Perte opérationnelle

Le Groupe a dégagé une perte opérationnelle de 1 915 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010 (équivalente à -19,9% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2010), à comparer à la perte opérationnelle de 1 343 réalisée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 (qui était équivalente à -14,3% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2009), soit une variation défavorable de 572 d'un exercice à l'autre.

Les principaux facteurs qui expliquent cette variation sont les suivants :

- un chiffre d'affaires consolidé en hausse de 246 (cf. note 2a (i) supra),
- un coût des ventes en hausse de 118 à 431 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010 (4,5% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2010), par rapport à l'exercice 2009, où le coût des ventes se montait à 313 (3,3% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2009),
- des frais de distribution et d'administration en repli de 39 (soit de 0,7%) à 5 349 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010 (55,7% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2010) contre 5 386 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 (57,5% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2009),
- des frais de recherche-développement en hausse de 101 (soit de 2,0%) à 5 107 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010 (53,2% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2010) contre 5 006 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 (53,5% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2009). Ces charges comprennent un produit de 42 au titre de l'effet net, après amortissement, de l'activation des frais afférents aux quatre projets de développement remplissant les conditions requises pour une telle activation au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 (contre un produit de 464 enregistré au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009),
- le Groupe a constaté un montant de 779 au poste Autres charges opérationnelles, composé des éléments suivantes : une charge de 75 afférente aux honoraires de conseils juridiques exposés lors de la constitution de l'EBT et dans le cadre d'une action intentée contre le Groupe pour violation supposée d'un brevet qui a été abandonnée par le plaignant au mois de juillet 2010, une charge de 406 consécutive à la restructuration mise en œuvre au mois d'avril 2010 mentionnée à la note 2a du présent rapport, une provision de 187 au titre de la partie vacante des locaux utilisés outre-Manche et une charge de 111 consécutive aux coûts de fermeture de la filiale en Inde,
- le Groupe a constaté un montant de 143 au poste Autres produits opérationnels, composé d'un produit de 75 consécutif à la cession par le Groupe d'un élément d'actif incorporel fin septembre 2010, et d'un produit de 68 consécutif à une décision de justice favorable au Groupe.

#### Perte avant impôt

Le Groupe a dégagé une perte avant impôt de 2 106 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010 (équivalente à -21,9% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2010), à comparer à une perte avant impôt de 1 421 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 (équivalent à -15,2% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2009).

La variation défavorable de 685 d'une période à l'autre est la résultante de la combinaison des facteurs suivants :

- l'accroissement de la perte opérationnelle de 572 d'une période sur l'autre, analysée ci-dessus,
- le repli des produits d'intérêts (nets de charges) de 4 par rapport aux 16 dégagés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009,
- l'impact, défavorable à hauteur de 109, des écarts de change qui sont passés d'une perte de change nette de 94 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 à une perte de change nette de 203 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

#### Perte nette

Le Groupe a dégagé une perte nette de 2 597 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010 (soit une perte nette de € 0,26 par action), après prise en compte d'une charge d'impôt de 491 (composé d'un produit d'impôt courant de 326 et d'une charge d'impôt différé de 817), contre une perte nette de 1 606 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 (soit une perte nette de € 0,16 par action).

#### (c) Comparaison des premier et second semestres 2010

Compte tenu de la mise en œuvre en avril 2010 d'un plan de réorganisation des activités du Groupe, et de ses premiers effets dès le second semestre de l'exercice 2010, la direction du Groupe a jugé pertinent de fournir des informations permettant la comparaison de la performance du Groupe au cours des premier et second semestres de l'exercice 2010.

#### (i) Chiffre d'affaires consolidé

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus N/A: donnée non applicable	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Second semestre 2010	Second semestre 2009
Chiffre d'affaires du segment Print	3 831	4 183	4 079	3 415
Var. en % (taux de change courants)				
- même période de l'ex. précédent	-8,4%	N/A	19,4%	N/A
- premier semestre du même ex.	N/A	N/A	6,5%	-18,4%
Chiffre d'affaires du segment eDoc	374	1 156	1 324	608
Var. en % (taux de change courants)				
- même période de l'ex. précédent	-67,6%	N/A	117,8%	N/A
- premier semestre du même ex.	N/A	N/A	254,0%	-47,4%
Chiffre d'affaires consolidé	4 205	5 339	5 403	4 023
Var. en % (taux de change courants)				
- même période de l'ex. précédent	-21,2%	N/A	34,3%	N/A
- premier semestre du même ex.	N/A	N/A	28,5%	24,6%

Comme le montre le tableau ci-dessus, le chiffre d'affaires consolidé réalisé au second semestre 2010 se monte à 5 403, et s'inscrit en hausse de respectivement 34,3% et 28,5% par rapport au chiffre d'affaires consolidé réalisé au titre du second semestre 2009 et du premier semestre 2010.

(ii) Résultats comparés

- Résultat opérationnel

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus N/A: donnée non applicable N/P: donnée non pertinente	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Second semestre 2010	Second semestre 2009
Résultat opérationnel	(2 294)	(196)	379	(1 148)
Var. en % (taux de change courants)				
- même période de l'ex. précédent	N/P	N/A	N/P	N/A
- premier semestre du même ex.	N/A	N/A	N/P	-485,7%
Résultat opérationnel retraité	(1 807)	(466)	615	(1 074)
Var. en % (taux de change courants)				
- même période de l'ex. précédent	-287,8%	N/A	N/P	N/A
- premier semestre du même ex.	N/A	N/A	N/P	130,5%

Le Groupe a dégagé un bénéfice opérationnel et un bénéfice opérationnel retraité, s'élevant à respectivement 379 et 615 au second semestre 2010, alors qu'il avait dégagé des résultats opérationnels, retraités ou non, négatifs au titre du premier semestre 2010 comme du second semestre 2009, du fait de la combinaison d'un chiffre d'affaires supérieur et d'un niveau de charges opérationnelles inférieur au second semestre 2010 à ce qu'ils étaient tant au premier semestre 2010 qu'au second semestre 2009.

- Résultat avant impôt

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus N/A: donnée non applicable N/P: donnée non pertinente	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Second semestre 2010	Second semestre 2009
Résultat avant impôt	(2 513)	(307)	407	(1 114)
Var. en % (taux de change courants)				
- même période de l'ex. précédent	N/P	N/A	N/P	N/A
- premier semestre du même ex.	N/A	N/A	N/P	-262,9%
Résultat avant impôt retraité	(2 026)	(577)	643	(1 040)
Var. en % (taux de change courants)				
- même période de l'ex. précédent	N/P	N/A	N/P	N/A
- premier semestre du même ex.	N/A	N/A	N/P	-80,2%

Le Groupe a dégagé un résultat avant impôt et un résultat avant impôt retraité, positifs de respectivement 407 et 643 au second semestre 2010, alors qu'il avait dégagé des résultats avant impôt, retraités ou non, largement négatifs au titre du premier semestre 2010 comme du second semestre 2009, principalement du fait d'une amélioration de son résultat d'exploitation, retraité ou non, au cours du second semestre 2010, comme indiqué précédemment.



(iii) Trésorerie disponible

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Second semestre 2010	Second semestre 2009
Trésorerie dégagée (utilisée) par				
- les activités opérationnelles	(1 828)	600	1 449	(705)
- les activités d'investissement	(630)	(839)	(507)	(538)
- les activités de financement	0	0	0	0
Variation de la trésorerie au titre de la période	(2 458)	(239)	942	(1 243)
Trésorerie disponible au début de la période	3 144	4 482	1 070	4 555
Effet des variations de parités de change sur la trésorerie disponible en début de période	384	312	(143)	(168)
Trésorerie disponible à la fin de la période	1 070	4 555	1 869	3 144

Les activités opérationnelles du Groupe ont dégagé un flux de trésorerie de 1 449 au cours du second semestre 2010, alors qu'elles avaient utilisé de la trésorerie à hauteur de respectivement 1 828 et 705 au cours du premier semestre 2010 et du second semestre 2009.

Par suite, après prise en compte de la trésorerie nécessaire pour financer les investissements réalisés au second semestre 2010 à hauteur de 507, la trésorerie disponible au terme de l'exercice 2010 s'élève à 1 869, contre 1 070 au 30 Juin 2010 et 3 144 au 31 décembre 2009.

NOTE 3 : COMMENTAIRES DE LA DIRECTION SUR LA PERFORMANCE DU GROUPE

(a) Présentation par le directeur général des faits marquants de l'exercice 2010

(i) Faits marquants au plan opérationnel

Nous sommes particulièrement satisfaits des résultats dégagés par le Groupe au quatrième trimestre 2010, période qui a été tout à fait intéressante dans tous nos segments de marché, et durant laquelle nous avons tiré parti d'une base de coûts réduite suite à la mise en œuvre du plan de réorganisation des activités du Groupe initié en avril dernier, et d'un niveau de ventes satisfaisant.

Production printing

Dans ce segment de marché, HP continue à être un partenaire de premier plan. Désormais, parallèlement à notre relation avec HP Indigo, nous fournissons également des solutions logicielles pour piloter la nouvelle gamme de presses jet d'encre couleur qui a été récemment lancée par HP. Cette gamme de presses, qui peut imprimer jusque 182 mètres par minute, est pilotée par l'interface numérique développée par HP articulée autour de notre RIP Harlequin.

Nous sommes tout à fait satisfaits d'avoir réalisé ce développement et pensons que cela va nous permettre de continuer à faire croître de manière significative le chiffre d'affaires réalisé dans ce segment de marché.

#### Office printing

Dans ce segment de marché, nous avons travaillé très dur dans le cadre de notre partenariat avec Intel pour développer une façon totalement nouvelle d'imprimer des documents aux formats Microsoft Office ou PDF depuis n'importe quel appareil, fixe ou mobile, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une infrastructure de type cloud ou de télécharger un pilote d'impression.

Nous avons développé un prototype qui nous permet de démontrer que notre solution permet d'imprimer de manière rapide, et avec une qualité d'impression exceptionnelle.

Alors que de plus en plus de personnes au bureau utilisent un nombre croissant d'outils différents pour accéder à l'information, notamment des smartphones ou des tablettes, il est clair que la demande de pouvoir réaliser une impression de qualité de documents lorsque l'on est hors de son bureau va aller croissante. La technologie que nous avons développée avec Intel permettra aux gens d'imprimer de manière plus simple à l'avenir.

#### Knowledge worker applications

Nous avons ajusté notre stratégie commerciale pour ce qui touche aux applications gDoc de manière à pouvoir développer de nouvelles opportunités de commercialisation sous marque blanche ('white label') ou par des grands comptes.

Au cours du quatrième trimestre 2010, nous avons signé notre premier contrat avec un client grand compte au Japon dans le domaine des applications gDoc, au titre duquel nous avons enregistré un chiffre d'affaires important au cours de cette période.

Nous continuons à travailler étroitement avec nombre de partenaires importants à travers le monde dans le cadre de divers projets sous marque blanche, dont nous nous attendons à ce qu'ils conduisent à enregistrer un chiffre d'affaires significatif dans l'avenir.

#### (ii) Faits marquants au plan financier

##### Résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2010

Les ventes réalisées au cours du quatrième trimestre et de l'exercice 2010 ont été affectées par la poursuite du ralentissement économique que nous avons souligné lors de la publication des trois premiers trimestres de l'exercice en cours, même si les ventes réalisées au cours des deux derniers trimestres de l'exercice 2010 s'affichent en croissance significative par rapport à la même période de 2009, comme indiqué à la note 2c du présent rapport.

De fait, le chiffre d'affaires consolidé réalisé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010 s'est élevé à 9 608, un montant supérieur de 2,6% à taux de change courants, mais inférieur de 3,1% à taux de change constants, au chiffre d'affaires consolidé de 9 362 réalisé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment opérationnel Print (notamment celui réalisé dans le marché des arts graphiques) au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 a continué à être médiocre, conduisant à un repli des ventes réalisées dans ce segment en 2010 de 0,9% par rapport aux ventes réalisées dans ce même segment au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009, à taux de change constants.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment eDoc au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 s'est affiché en repli de 12,3%, à taux de change constants, par rapport aux ventes réalisées dans ce même segment au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009, en dépit d'un chiffre d'affaires important réalisé au cours des deux derniers trimestres de l'exercice 2010 dans le domaine des applications gDoc.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 11 092 au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010, contre 10 392 au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009, soit une hausse de 6,7% d'une période sur l'autre, à taux de change courants. Cette hausse a pour principales raisons l'évolution défavorable de la parité Euro/livre sterling qui renchérit le montant des dépenses opérationnelles du Groupe lors de leur conversion en euros, et la comptabilisation de charges non récurrentes pour un montant, net des produits non récurrents, de 636 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Le Groupe a dégagé une perte opérationnelle retraitée de 1 192 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010 (équivalente à -12,4% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2010), contre une perte opérationnelle retraitée de 1 540 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 (qui était équivalente à -16,4% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2009).

Le Groupe a dégagé une perte avant impôt retraitée de 1 383 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010 (soit une perte avant impôt retraitée de € 0,14 par action), contre une perte avant impôt retraitée de 1 617 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 (soit une perte avant impôt retraitée de € 0,16 par action).

Le Groupe a dégagé une perte nette retraitée de 1 959 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010 (soit une perte nette retraitée de € 0,19 par action), contre une perte nette retraitée de 1 672 (soit une perte nette retraitée de € 0,17 par action) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009

(b) Evolution prévue par le directeur général pour l'exercice en cours

Le Groupe a connu une période très difficile au premier semestre 2010 ; pour autant, dans un contexte opérationnel difficile, nous avons néanmoins réussi à mener à bien la réorganisation des activités du Groupe et à nous doter des compétences et des ressources-clés qui nous faisaient défaut jusque-là.

Nous avons également musclé notre portefeuille de technologies en parfaite application de notre stratégie de proposer des solutions articulées d'une technologie commune dans nos trois segments de marché, où nous avons ciblé de nouveaux clients et identifié des opportunités de croissance.

Le second semestre 2010, et particulièrement le quatrième trimestre 2010, a été une période durant laquelle nous avons été performants, ainsi que le prouve la croissance des ventes réalisées au second semestre 2010, de 28,5% par rapport au six premiers mois de 2010, et de 34,4% par rapport au second semestre 2009, le retour aux bénéficiaires, et l'amélioration de la situation de trésorerie consolidée.

Tout ceci a été rendu possible par le travail et l'implication de nos salariés et le soutien continu de nos clients et partenaires.

J'ai la certitude que nous sommes bien positionnés pour que cette évolution se poursuive au cours de l'exercice en cours.

#### NOTE 4 : RISQUES SIGNIFICATIFS AUX PLANS OPERATIONNEL ET FINANCIER

(a) Au plan opérationnel

(i) Dépendance vis-à-vis des secteurs des arts graphiques & de l'impression numérique

L'essentiel du chiffre d'affaires du Groupe continue à provenir des ventes de solutions logicielles et de services associés aux intervenants des secteurs des arts graphiques et de l'impression numérique. Le succès futur du Groupe dépend étroitement d'une poursuite de la demande de ses produits par ces clients.

La direction du Groupe considère qu'un des facteurs importants de sa croissance a été l'évolution importante de ces secteurs, qui s'est traduite notamment par une concentration du nombre d'intervenants de ces secteurs et une évolution technologique continue, se traduisant notamment par l'introduction de nouveaux langages de description de pages tels que XPS, le format de document fixe développé par Microsoft. Si cette tendance devait se ralentir dans le futur, il est possible que la demande de solutions telles que celles proposées par le Groupe soit moindre que prévue.

(ii) Incapacité à réaliser la transition vers des produits ou des marchés nouveaux  
Tout retard ou échec dans le développement ou la commercialisation de ses produits, y compris les mises à jour de produits existants, ou à anticiper les besoins de changement des clients comme les nouveaux besoins des marchés où le Groupe opère, pourrait avoir un effet négatif sur ses ventes et ses résultats. Dans le passé, le Groupe a réalisé une partie significative de son chiffre d'affaires dans la vente de produits nouveaux ou de nouvelles versions de produits existants (tels ses Raster Image Processors ou RIPs).

Le Groupe prévoit par ailleurs de lancer un nombre important de nouveaux produits ou de nouvelles versions de ses produits actuels, dont des versions host driver et embedded de son RIP, compatibles avec les dernières versions des systèmes d'exploitation (tels Windows 7), ou qui lui permettent de se positionner sur de nouveaux marchés, tels ceux visés par sa technologie de conversion de documents électroniques (Electronic Document conversion Libraries ou EDL), ou par sa famille d'applications gDoc.

L'incapacité du Groupe à inclure ses technologies-clés dans de nouvelles applications ou à les porter vers de nouvelles plateformes, à anticiper ou à répondre aux évolutions technologiques ou aux besoins des clients et aux attentes des marchés pourrait freiner l'acceptation par les clients de ses produits et avoir un effet négatif sur les ventes et sur les résultats du Groupe.

(iii) Protection inadaptée de ses technologies et droits de propriété intellectuelle

Le succès du Groupe dépend étroitement des technologies qu'il a inventées. Pour protéger ses droits en la matière, le Groupe s'appuie sur un ensemble de dispositions légales ayant trait à la propriété intellectuelle, au copyright, aux secrets de fabrication et au dépôt de marques, et sur la mise en place et le respect ultérieur d'accords de confidentialité ou de limites à l'usage par les tiers de ses droits de propriété intellectuelle. Dans ce cadre, le Groupe est amené à conclure des accords écrits de confidentialité avec ses employés, ses prospects, ses clients grands comptes ou encore ses partenaires stratégiques, et à mettre en œuvre différentes mesures visant à restreindre l'accès à ses programmes, ses droits de propriété intellectuelle et aux technologies qu'il a inventées, et à en éviter la communication aux tiers.

Malgré ces efforts, dans le cas où de tels accords n'auraient pas été conclus à temps, n'auraient pas été respectés ou mis en œuvre de manière effective, le Groupe pourrait se trouver dans l'incapacité de protéger de manière efficace ses droits de propriété intellectuelle, toute action visant à faire respecter ses droits étant par nature coûteuse.

Des tierces parties non autorisées pourraient chercher à copier ou à obtenir une copie, distribuer ou utiliser les produits et les technologies développés par le Groupe. Assurer un suivi de l'utilisation frauduleuse des programmes développés par le Groupe n'est pas chose aisée. La direction du Groupe ne peut être certaine que les mesures prises pour empêcher une utilisation frauduleuse des technologies inventées par le Groupe seront pleinement efficaces, particulièrement dans les pays où les dispositions légales en la matière n'offrent pas les mêmes garanties que dans l'UE ou aux Etats-Unis.

Le code source des programmes développés par le Groupe fait lui aussi l'objet d'une protection en tant que secret de fabrication. Pour autant, lorsque cela est nécessaire, le Groupe concède des accords de licences sur tout ou partie de ses codes sources à ses clients grands comptes ou ses partenaires techniques, ce qui crée un risque potentiel d'utilisation frauduleuse ou de détournement, en dépit de l'existence de dispositions contractuelles restrictives en matière de communication, distribution, copie ou utilisation du code source des produits qu'il a développés.

Par ailleurs, il est possible pour des tiers non autorisés d'obtenir, de distribuer, de copier ou d'utiliser des informations confidentielles dont le Groupe est le propriétaire et de faire un travail d'ingénierie inverse sur les secrets de fabrication du Groupe.

Le Groupe est titulaire de brevets, et a déposé des demandes de brevets, aux Etats-Unis et dans l'Union européenne. Le Groupe n'a aucune certitude sur l'absence de remise en cause de ses brevets, sur le fait que les demandes de brevets qui ont été déposées seront acceptées, ou que les motifs qui ont permis l'obtention de brevets ou ceux qui fondent les demandes de brevets seront d'une force suffisante pour assurer une protection efficace des droits de propriété intellectuelle du Groupe.

(iv) Coûts liés à la défense et l'acquisition de droits de propriété intellectuelle

Dans le cadre de la mise en œuvre d'actions visant à faire valoir ses droits en matière de propriété intellectuelle, à acquérir de tels droits auprès de tiers, ou à se défendre dans le cas de violations supposées ou de contestations des droits de tierces parties, y compris d'antériorité en matière de brevets, le Groupe a été, et pourra être à l'avenir, partie à des demandes, des négociations ou des actions dilatoires dans ce domaine.

Le coût d'un litige ou d'une plainte en matière de droits de propriété intellectuelle est généralement élevé et est susceptible d'avoir un effet perturbant sur la marche du Groupe dans la mesure où de telles actions détournent l'énergie et l'attention de la direction et des personnes-clés au plan technique de la gestion quotidienne des affaires du Groupe.

Bien que jusqu'ici le Groupe ait été en mesure de faire échouer ou de résoudre avec succès les actions et les demandes en cette matière, rien ne garantit que cela sera le cas si de telles actions et demandes lui étaient faites à l'avenir.

Le Groupe pourrait également devoir payer cher le fait d'utiliser dans ses produits les droits de propriété intellectuelle de tiers. Le respect des droits détenus par des tiers en matière de propriété intellectuelle pourrait conduire le Groupe à débours des sommes importantes à ce titre, amener le Groupe à conclure des accords de licence ou prévoyant le versement de royalties dont les termes ne lui seraient pas favorables, empêcher le Groupe de commercialiser certains de ses produits, affecter les marchés sur lesquels le Groupe est présent, ou encore obliger le Groupe à conclure des accords avec ses clients aux termes desquels le Groupe s'engagerait à indemniser ces derniers, et qui pourraient comprendre diverses clauses susceptibles d'avoir un effet défavorable sur la marche des affaires du Groupe.

Merci de vous référer à la note 2b du présent rapport pour de plus amples informations sur le montant des honoraires de conseils juridiques exposés dans le cadre d'une action intentée contre le Groupe pour violation supposée d'un brevet qui a été abandonnée par le plaignant au mois de juillet 2010.

(v) Caractère variable des résultats et facteurs expliquant cette variabilité  
Conséquence d'un ensemble de facteurs présentés dans le présent rapport, le chiffre d'affaires et les résultats consolidés du Groupe pour un trimestre donné sont difficiles à prévoir. Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe est susceptible de connaître une croissance moindre que prévue, voire, lors de certaines périodes, s'afficher en repli.

Par ailleurs, le Groupe communique de manière régulière des prévisions de résultats. Ces prévisions tiennent compte d'un certain nombre d'hypothèses, y compris certaines relatives aux prix de vente des produits, aux prévisions en matière de demande, aux fluctuations saisonnières de la demande, au poids de la concurrence, et à la manière dont les nouveaux produits ou les nouvelles versions de produits existants seront accueillis par les clients.

Si une ou plusieurs de ces hypothèses s'avéraient inexactes, les résultats réels du Groupe pourraient être significativement différents de ceux anticipés, estimés ou projetés.

(vi) Environnement économique défavorable

La crise économique mondiale qui se poursuit a pesé et devrait continuer à peser sur les investissements faits par les clients dans les produits commercialisés par les clients du Groupe, particulièrement dans le segment opérationnel Print. Des ventes réduites par ses clients ont pour conséquence un niveau de vente moindre pour les produits du Groupe.

Par ailleurs, pour le cas où les clients du Groupe ne seraient pas en mesure de réaliser des ventes suffisantes ou de sécuriser le financement nécessaire à leur exploitation, ils pourraient se trouver dans l'impossibilité de procéder au règlement des sommes dues au Groupe, ou de ne le faire qu'avec retard, voire de modifier, repousser ou annuler les prévisions d'achat des produits commercialisés par le Groupe, ce qui ne manquerait pas d'avoir un effet défavorable sur le niveau des ventes du Groupe.

En outre, les charges opérationnelles du Groupe pourraient augmenter, en raison notamment de la nécessité d'augmenter les rémunérations, ce qui aurait un effet négatif sur les résultats et la situation financière du Groupe.

Lors de la préparation desdits états, la direction du Groupe est amenée à faire des estimations et à utiliser des hypothèses pour établir la valeur de certains postes de ces états financiers ou rédiger certaines notes annexes, qui sont, pour certaines d'entre elles, basées sur des prévisions de résultats futurs. L'environnement économique défavorable et la volatilité accrue qui en découle conduisent à augmenter le risque que les résultats réels du Groupe puissent être sensiblement des prévisions faites par la direction du Groupe, conduisant à la nécessité de constater des ajustements dans les états financiers consolidés des exercices futurs.

Merci de vous référer également à la note 4c du présent rapport pour une information sur les risques liés à l'utilisation d'estimations comptables et de prévisions.

(vii) Recrutement et rétention des personnes-clés

Une part importante du succès futur du Groupe dépendra de la continuité dans la composition de l'équipe de direction, aussi bien au niveau de la direction générale que des autres membres de cette équipe. Les personnes qui la composent ont une grande connaissance du Groupe et de son fonctionnement et la perte d'un des membres de cette équipe pourrait avoir des conséquences dommageables pour la marche du Groupe.

Celle-ci dépend aussi de sa capacité à attirer, retenir et motiver des personnes talentueuses et hautement qualifiées, notamment dans les domaines du développement et du support technique. La demande est forte et la concurrence intense pour ce type de profils. Si le Groupe venait à ne plus être capable d'attirer puis de retenir ces personnes-clés, la marche de ses affaires pourrait en être affectée.

(b) Au plan financier

Les activités du Groupe l'exposent à un certain nombre de risques au plan financier, notamment de change, de crédit, de liquidité et de taux d'intérêts.

(i) Risque de change

Le Groupe a des activités dans diverses régions du monde et est de ce fait exposé aux risques de fluctuation des parités de changes de plusieurs devises, particulièrement la livre britannique et le dollar américain, qui affectent aussi bien les transactions commerciales futures que les actifs et passifs inscrits au bilan consolidé (notamment la trésorerie et les créances clients) ou les investissements nets réalisés dans les filiales étrangères.

- Risque inhérent aux transactions commerciales futures et aux postes de bilan

Pour gérer le risque de change inhérent à certaines transactions commerciales futures, ou aux actifs et passifs inscrits à l'état de situation financière consolidée (qui sont libellés dans une devise qui n'est pas la devise de fonctionnement de l'entité), certaines entités du Groupe ont parfois recours à des contrats de ventes à terme de devises ou d'options de change souscrits auprès d'établissements financiers de premier plan, après revue et accord du directeur financier du Groupe.

Au 31 décembre 2010, le Groupe ne disposait pas de tels contrats ayant une date d'échéance postérieure à cette date.

Les contrats d'options de change et de ventes à terme de devises souscrits par le Groupe l'ont conduit à enregistrer des pertes de change s'élevant à respectivement 2 et 110 au titre du quatrième trimestre 2010 et de l'exercice clos le 31 décembre 2010, contre des gains de change s'élevant à respectivement 15 et 34 au titre du quatrième trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

- Risque inhérent aux investissements dans les filiales étrangères

Par ailleurs, le Groupe a réalisé des investissements dans certaines filiales étrangères qui l'exposent à un risque de change. Le risque de change inhérent à l'investissement réalisé dans les filiales anglaise et américaine est couvert, lorsque cela est utile, au travers de la souscription d'emprunts libellés dans les devises correspondantes.

Pour de plus amples informations sur ce point, merci de bien vouloir vous référer à la note 7 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2010

(ii) Risque de crédit

Les principaux instruments financiers qui sont susceptibles de faire courir au Groupe un risque de crédit sont les créances clients.

Dans la mesure où il propose et commercialise ses produits et services à une large base de clientèle, qui comprend aussi bien des grands comptes, des distributeurs, que des intégrateurs de systèmes, le Groupe estime que le risque de crédit est limité, même si un nombre relativement restreint de clients a contribué à réaliser une part importante du chiffre d'affaires du Groupe au cours des dernières années, en raison d'une certaine concentration de la demande dans les marchés servis par le Groupe.

Les dix principaux clients ont représenté environ 64,1% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2010 (contre 57,0% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2009).

Les cinq premiers clients du Groupe ont représenté environ 45,1% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2010 (contre 41,3% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2009), alors que le premier client a représenté environ 16,8% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2010 (contre 14,0% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2009).

(iii) Risque de liquidité

Du fait de la nature dynamique de ses activités, le Groupe cherche à se garantir une grande flexibilité dans le financement de ses activités en disposant de diverses facilités de crédit.

Compte tenu d'une trésorerie consolidée s'élevant à 1 869 au 31 décembre 2010 et d'une absence de dettes financières à cette même date, le Groupe n'a pas jugé utile de chercher à disposer de telles lignes de crédit.

(iv) Risque de taux d'intérêts

Dans la mesure où le Groupe ne dispose pas d'actifs ou de passifs significatifs qui lui rapportent des produits d'intérêts ou lui coûtent des charges d'intérêts tant au 31 décembre 2010 qu'au 31 décembre 2009, les résultats et les flux de trésorerie dégagés par son activité au cours de l'exercice 2010 n'ont pas été significativement affectés par les variations de taux d'intérêts.

Pour de plus amples informations sur ce point, merci de bien vouloir vous référer à la note 7 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

(c) Autres facteurs de risques significatifs

(i) Recours aux estimations comptables et utilisation de prévisions

La préparation des états financiers selon les normes comptables internationales oblige la direction du Groupe à faire certaines estimations comptables et à avoir recours à des prévisions. Elle requiert également de la part de la direction du Groupe un discernement dans la mise en œuvre des règles et méthodes comptables retenues par le Groupe, et le recours à des estimations et des hypothèses pour la détermination de certains montants indiqués tant à l'actif qu'au passif du bilan consolidé, ainsi qu'en produits ou en charges au compte de résultat consolidé.

Ces estimations et hypothèses sont basées sur des données historiques et divers facteurs jugés pertinents lors de la prise de décision, lesquels comprennent des prévisions de ventes et de flux de trésorerie correspondants, aussi bien pour des solutions logicielles éprouvées telles que le RIP software dont les ventes sont rapportées dans le segment d'activité Print, que des applications récemment lancées telles que gDoc Fusion, pour lesquelles la direction du Groupe prévoit une croissance significative d'une période à une autre dans les années à venir, et qui vont servir de bases à l'évaluation des postes d'actif et de passif dont le montant ne peut être obtenu directement d'une autre manière.

Il est tout à fait possible que les résultats réels futurs soient très différents de ceux estimés.

Ces estimations et les hypothèses qui les sous-tendent font l'objet d'une revue régulière par la direction du Groupe. Toute révision des estimations comptables affecte le résultat de la période dans laquelle cette révision intervient si cette révision n'affecte que cette seule période, mais également les périodes futures si cela s'avère nécessaire.

Merci de vous référer aux notes 4a (ii) et 4c (ii) des états financiers consolidés résumés du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2010 pour de plus amples informations sur les estimations comptables importantes et l'utilisation de prévisions de ventes et de trésorerie, ainsi que les risques qui en découlent, la révision des hypothèses retenues à une date donnée pouvant conduire à devoir déprécier la valeur nette comptable des écarts d'acquisition, des autres actifs incorporels (notamment ceux provenant de l'activation de frais de développement) ou encore des actifs d'impôt différé.



(ii) Changements à venir ou interprétations des principes comptables.

Comme indiqué à la note 2a des états financiers consolidés résumés du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2010, le Groupe établit ses comptes consolidés selon les principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS), révisés le cas échéant, et les interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board, tels qu'adoptés par l'Union européenne.

Les modifications apportées à ces règles, ou le retard pris dans l'adoption de nouveaux standards par l'Union européenne, sont susceptibles d'avoir un effet significatif sur les comptes du Groupe, voire d'affecter de manière rétrospective les résultats des exercices ou périodes passés.

Les principes comptables utilisés par le Groupe qui sont susceptibles d'être affectés par des exposés-sondages récemment publiés sont les suivants :

- le 31 mars 2009, l'IASB a soumis à commentaires un exposé-sondage sur les impôts sur les résultats, qui propose d'apporter des changements à la manière dont sont comptabilisés ces impôts ; l'IASB a prévu de publier un nouveau standard sur ces impôts dans le courant de l'année 2010 qui remplacera le standard actuel en la matière, IAS 12, Impôts sur le résultat,

- le 24 juin 2010, l'IASB et le FASB ont soumis à commentaires un exposé-sondage intitulé Revenue from Contracts with Customers ; l'IASB a prévu de publier un nouveau standard sur la reconnaissance et la comptabilisation du chiffre d'affaires au mois de juin 2011, qui remplacera les deux standards actuels en la matière : IAS 11, Contrats de construction et IAS 18, Chiffre d'affaires, ainsi que les interprétations y afférentes.

#### NOTE 5 : PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Merci de bien vouloir vous référer pour de plus amples informations sur ce point à la note 13 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

#### NOTE 6 : DONNEES RELATIVES AU PERSONNEL

(a) Localisation géographique

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Royaume-Uni	53	67
Inde	0	30
Etats-Unis d'Amérique	9	18
Japon	2	3
Europe continentale	2	2
Total	66	120

L'essentiel de la variation des effectifs au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 a pour origine le plan de restructuration mis en œuvre fin avril 2010, qui s'est traduit par l'externalisation de 23 emplois existants au sein de notre filiale indienne, et le licenciement de 30 salariés, dont 15 outre-Manche, 7 outre-Atlantique et 7 en Inde.

(b) Ventilation par activité

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Recherche-développement	35	74
Vente et support	20	32
Administration et autres	11	14
Total	66	120

NOTE 7 : DROITS DE VOTE ET ACTIONNAIRES SIGNIFICATIFS

(a) Droits de vote au 31 décembre 2010

(i) Nombre théorique de droits de vote

Nombre d'actions auxquelles est attaché un droit de vote double	14 151
Nombre d'actions auxquelles est attaché un droit de vote simple	10 275 630
Nombre théorique de droits de vote attachés aux actions ordinaires en circulation au 31 décembre 2010	10 303 932

(ii) Nombre de droits de vote à retenir pour le calcul du quorum en assemblée

Nombre théorique de droits de vote tel que déterminé ci-dessus	10 303 932
Nombre de droits de vote attaché aux actions auto-détenues	(168 081)
Nombre de droits de vote à retenir pour le calcul du quorum en assemblée arrêté au 31 décembre 2010	10 135 851

(b) Actionnaires significatifs

(i) Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation

Au 31 décembre 2010, comme cela était également le cas au 31 décembre 2009, la Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation détenait 2 883 001 actions dans le capital de la Société (soit 28,01% du capital), auxquelles était attaché un nombre équivalent de droits de vote, représentant 27,98% du nombre total des droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société au 31 décembre 2010.

(ii) Autres actionnaires significatifs

- KBC Asset Management NV

Le 31 mars 2010, la Société a reçu une notification de KBC Asset Management NV ('KBC') l'informant que KBC détenait 517 180 actions de la Société (soit 5,02% du nombre d'actions formant le capital de la Société à cette date), auxquelles était attaché un nombre équivalent de droits de vote, représentant 5,02% du nombre théorique de droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société au 31 mars 2010.

Le 18 octobre 2010, la Société a reçu une notification de KBC l'informant que, avec effet au 14 octobre 2010, KBC ne détenait plus que 500 530 actions de la Société (soit 4,86% du nombre d'actions formant le capital de la Société au 30 septembre 2010), auxquelles était attaché un nombre équivalent de droits de vote, représentant 4,86% du nombre théorique de droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société à cette dernière date.

La direction du Groupe n'a pas connaissance d'un quelconque changement dans le nombre d'actions détenues par KBC, ou dans le nombre de droits de vote attachés à ces actions, qui serait intervenu depuis le 18 octobre 2010.

- Autres actionnaires significatifs

Le Groupe n'avait pas d'informations sur la détention par un actionnaire autres que ceux visés ci-dessus de plus de 5,0% du capital de la Société, ou de plus de 5,0% du total des droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société, à la date du 31 décembre 2010.

(c) Actions détenues par les administrateurs

Actions détenues par les administrateurs au 31 décembre 2010	254 785
% du capital détenu par les administrateurs au 31 décembre 2010	2,5%
Variation au cours de l'exercice 2010	0

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES A GLOBAL GRAPHICS SA

Dans la mesure où Global Graphics n'a qu'un unique employé, et que la totalité du chiffre d'affaires réalisé par Global Graphics SA provient de la refacturation de frais de siège aux entités opérationnelles du Groupe, il n'est pas fourni d'informations sur les résultats sociaux de cette société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010, dans la mesure où ces informations n'ont pas été jugées pertinentes dans le cadre de la présentation des états financiers consolidés résumés du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

ATTESTATION DE LA PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER POUR  
L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2010

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés qui sont inclus dans le rapport financier du groupe Global Graphics pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 sont établis en conformité avec les principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS), et les interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board, tels qu'adoptés par l'Union européenne, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société Global Graphics SA et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

J'atteste également que le rapport d'activité résumé, qui est présenté ci-avant, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Global Graphics SA et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Cambourne (Royaume-Uni), le 8 février 2011,

Gary Fry  
Directeur général